

# la Semaine

de l'émigration

ORGANE DE L'AMICALE DES ALGERIENS EN EUROPE

Les  
Assemblées  
régionales  
de l'Amicale  
des Algériens  
en Europe

PARIS

## L'avenir avec les jeunes



OUEST

## Défendre la communauté



# la Semaine

de l'émigration

ORGANE DE L'AMICALE DES ALGÉRIENS EN EUROPE

• Commission  
paritaire n° 64700

■ **Organe de l'Amicale  
des Algériens en Europe  
Hebdomadaire**

■ **Directeur de la  
publication**  
Abdelkrim SOUICI

■ **Rédaction - Administration**  
3, rue Joseph Sansbœuf  
75008 Paris  
Tél. : 387.35.09  
CCP : 22.632.27 Paris

■ **Bureau d'Alger**  
Centre d'information  
de l'émigration  
36, rue Asselah Hocine  
Alger  
CCP : 30.20 Alger

■ Nos abonnements sont  
payables à la commande  
sur la base des tarifs  
indiqués ci-dessous,  
et libellés exclusivement  
en Dinars algériens,  
ou Francs français,

■ **Algérie :**  
Un an : 115 DA  
Six mois : 60 DA

■ **France et autres pays :**  
Un an : 190 ff  
Six mois : 100 ff

Une réduction de 50 % est  
consentie, sur les abonne-  
ments, aux jeunes de moins de  
25 ans et aux étudiants.

■ Pour tout changement  
d'adresse, nous prions  
nos abonnés de nous  
informer une semaine  
à l'avance, en nous joignant  
la dernière bande d'envoi.

■ Les documents reçus à  
notre rédaction, ne peuvent  
être réclamés par leur  
expéditeur. Leur envoi  
implique l'accord de  
l'auteur pour leur  
libre publication.

Agence (textes, photos) : APS

■ **Cadet Photocomposition**  
9, rue Cadet - 75009 Paris  
Imprimerie d'ETC  
76190 - Yvetot

## SOMMAIRE

DU N° 72 du 9 FEVRIER 1984

### OUEST

L'Amicale au service  
de notre communauté  
en Europe (P. 4 à 6)

### PARIS

Notre jeunesse : un formidable capital  
(P. 7-8)

### EDITORIAL

— Enseignements et constatations..... 3

### ACTUALITE

— L'actualité de la Semaine en Algérie et dans le monde..... 9-10

### EMIGRATION

— Le logement en foyer : les expulsions ne résoudre pas les problè-  
mes ..... 11  
— Restructurations industrielles : Qui va payer ?..... 12-13

### MAGAZINE

— L'actualité culturelle de la Semaine ..... 14  
— Oran : « bled Sid El Houari » ..... 15

### SPORTS

— La Coupe d'Algérie de football ..... 16

### DOCUMENT

La dernière partie du rapport du secrétaire général du FLN,  
M. Chadli Bendjedid, au V<sup>e</sup> Congrès.  
(I à VIII)

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire souscrire un abonnement (1) un réabonnement (1)

d'un an (1) de 6 mois (1) à « la Semaine »  
à servir à l'adresse suivante :

NOM ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Ville ..... Pays .....

Je règle aujourd'hui la somme de (\*).....

par chèque bancaire ci-joint (\*) par chèque postal ci-joint (\*)  
par mandat ci-joint (\*)

(1) biffer la mention inutile

— (\*) libellé exclusivement en DA ou en FF  
— cocher la formule de règlement choisie

A renvoyer sous enveloppe à « la Semaine », 3, rue Joseph  
Sansbœuf 75008 Paris.

Pour l'Algérie adressez bulletin et règlement au Centre d'informa-  
tion de l'émigration 36, rue Asselah Hocine ALGER.

## Enseignements et constatations

**L**E cycle des assemblées générales régionales de l'Amicale des Algériens en Europe s'achève au cours de ce mois de février, plus précisément le 12, avec l'A.G. de Marseille. Le Comité directeur de l'association doit se réunir immédiatement après, le 17, pour en dresser le bilan global et en tirer les enseignements.

D'ores et déjà, l'on peut affirmer que ceux-ci ont été éminemment instructifs et positifs. Ces rencontres ont permis, en effet, de mettre en lumière le parfait état de fonctionnement des structures de l'organisation, et de tester leur efficacité après l'opération de rénovation et de restructuration dont l'association a fait l'objet à la fin de 1982.

**O**N a pu observer, ainsi, que l'apprentissage de la démocratie a été très rapide, ce qui répond pleinement aux objectifs programmés par cette rénovation. Certes, il a trouvé de « bons élèves », mais encore fallait-il mettre à leur disposition des structures et une méthode adéquates pour favoriser leur progression dans une telle voie.

Le résultat a été nettement perceptible tant dans l'organisation et la représentativité de ces assemblées régionales que dans le déroulement des débats. Ces derniers n'ont jamais été à ce point libres et francs. Ils ont conservé, d'un bout à l'autre, une totale sérénité qui dénote du haut degré de responsabilité des délégués. La passion naturelle de ceux-ci, leur fougue militante ont conféré à ces travaux l'esprit de démocratie responsable que l'Amicale ne cesse de prôner pour insuffler à ses structures

un « dynamisme opérationnel », c'est-à-dire motivé par le souci de parfaire le travail entrepris, banissant toute vaine agitation.

**I**L est incontestable que cet esprit a favorisé l'engagement des membres de l'association pour veiller à la défense des intérêts moraux et matériels de la Communauté algérienne vivant en France, et œuvrer sans cesse à consolider son attachement à la Révolution algérienne dont la Direction politique, sous la conduite du président Chadli, assure la continuité.

**D**E fait, deux constatations sont à relever à la faveur de ces débats. La première concerne la préoccupation grandissante de notre Communauté quant à l'aggravation de certains de ses problèmes en pays d'accueil : le chômage, le racisme qui tue, le sort des jeunes.

La seconde constatation, c'est l'attachement indéfectible de notre Communauté à l'Algérie. Aucun ressortissant algérien ne situe son devenir hors de cet attachement, et chacun tient à le réaffirmer.

**C**ETTE fidélité au pays, ce lien invisible et indestructible avec la terre de la Patrie, c'est le ciment qui unit tous les membres de notre communauté en France et fait leur force.

Les membres de l'Amicale en font, aussi, leur raison d'être.

---

la Semaine

Les  
Assemblées  
régionales  
de l'Amicale  
des Algériens  
en Europe

## LE PRESIDENT DE L'AAE A L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA REGION OUEST



Maamar Boukerrou

# L'Amicale au service de notre communauté en Europe

*« Nous nous consacrons uniquement au service de notre communauté. Nous devons, encore et toujours, défendre ses intérêts. Toute notre démarche a visé l'unité, la préservation de cette communauté algérienne. Unie, celle-ci peut prendre en compte ses problèmes, rien ne lui est impossible. En rectifiant les erreurs, nous avons créé les traditions d'une organisation sérieuse et responsable, par une démarche démocratique », ces phrases du président de l'Amicale des Algériens en Europe aux responsables et militants de la Région ouest résument à elles seules la philosophie, la démarche constante, les objectifs de l'organisation.*

Il a pris la parole, alors qu'il présidait l'assemblée régionale de la région ouest, avec à ses côtés le vice-président de l'Amicale M. Arezki Aït Ouazzou, le délégué régional, M. Chérif Aïssoub et les consuls de Melun, M. Boudalia, de Vitry, M. Rodesli, de Nanterre, M. Chenaf, de Nantes, M. Ould Kablia et le représentant du consulat de Versailles, M. Hamai.

M. Abdelkrim Souici devait également souligner trois points :

— L'attachement de notre communauté au pays, à sa direction politique, au président de la République, notamment par l'accueil exceptionnel qu'elle lui a manifesté lors de sa visite officielle en France,

— la participation de notre communauté au 5<sup>e</sup> Congrès du parti qui a réservé une place importante

aux problèmes de la diaspora vivant en France.

— La participation massive des Algériens aux élections présidentielles marquant leur soutien au président Chadli Bendjedid.

Son discours devait ensuite embrasser tous les problèmes auxquels sont confrontés nos ressortissants et leurs familles vivant dans la région ouest. A commencer par le racisme auquel ils sont confrontés, notamment la vague de xénophobie qui a déferlé durant les élections municipales françaises de 1983, à Dreux et ailleurs. « De mars 1983 jusqu'à présent, a-t-il précisé, 30 algériens ont été assassinés. De 1975 à aujourd'hui on compte 150 meurtres d'Algériens. Une grande part de responsabilité de ces meurtres revient aux autorités du pays d'accueil qui ont à

assurer la sécurité de nos concitoyens vivant en France ».

Rappelant que le laxisme, la passivité des autorités du pays hôte entrent pour une large partie dans cette responsabilité, le président de l'organisation a précisé que l'Algérie, sa direction politique et son peuple, ne peuvent accepter que sa communauté en France soit assassinée sans que justice ne lui soit rendue.

Evoquant les nouvelles structures de l'Amicale, il devait déclarer que les progrès réalisés doivent constituer « un stimulant pour préserver dans la voie de l'effort ». L'objectif, a-t-il ajouté, est d'amener l'Amicale à renforcer ses effectifs et à présenter un bilan à la prochaine assemblée générale où seront précisés les acquis et les autres buts qui restent à atteindre.

### RACISME ET CHOMAGE

A ce propos, il a demandé aux militants de chercher constamment à être imprégnés des réalités de la communauté vivant dans cette région de la France pour mieux répondre à leurs préoccupations. Le renforcement de l'organisation lui permet d'être reconnue par les organisations françaises, a indiqué M. Souici qui a rendu hommage aux militants qui œuvrent inlassablement afin que l'Amicale assume pleinement sa mission au service de la défense des intérêts de la communauté algérienne. « L'Algérie entière, devait-il rappeler, est sensible aux questions de la dignité et de la sécurité de la communauté

algérienne, et il est regrettable de constater, avec la détérioration du climat social en France, que le regain du racisme touche presque exclusivement les Algériens ». « Les animateurs de cette vague de racisme s'efforcent par l'amalgame de rendre les travailleurs émigrés et plus particulièrement les Maghrébins responsables de la crise du chômage ».

Le président de l'Amicale a également évoqué les changements qui s'opèrent en Algérie dans le cadre des efforts de développement, tout en précisant que les travailleurs émigrés ont eu à le constater à chaque voyage au pays d'origine.

Evoquant les problèmes de Talbot-Poissy, de Citroën et de Renault, qui concernent un grand nombre de travailleurs algériens, de même que la métallurgie, le bâtiment et la construction navale, il a précisé que près de 80 000 algériens sont en chômage, sur 3 300 travailleurs actifs. Alors que dans le même temps, l'Algérie a besoin de 100 000 travailleurs dans le bâtiment. L'Algérie qui s'apprête à intensifier son effort de développement, a rappelé M. Souici, à travers le prochain plan quinquennal, ayant donc un besoin urgent de main-d'œuvre, les algériens candidats au retour peuvent trouver dans leur pays les conditions d'un nouvel avenir.

De plus, il a indiqué qu'au V<sup>e</sup> congrès du FLN, l'Amicale représentée par une centaine de délégués a présenté un document reflétant en toute objectivité la situation de notre communauté, les problèmes qui se posent à elle et les



La Tribune officielle...

Maamar Boukerrou

perspectives d'action pour le futur. Aussi, a-t-il dit, pour la première fois, dans la résolution de politique générale un chapitre important a-t-il été réservé à la communauté algérienne. Ce chapitre peut constituer dans le futur un véritable programme d'action pour l'Amicale, dans la mesure où il définit un certain nombre d'objectifs pour les retours au pays.

#### LA CRISE ECONOMIQUE

L'Assemblée générale de la région s'est vu présenter le bilan annuel d'activités par M. Chérif Aïssoub. Celui-ci devait notamment rappeler qu'au centre des problèmes de cette région demeure la crise économique qui persiste et s'aggrave, se traduisant par des conséquences sur l'emploi mettant nombre d'Algériens et leurs familles dans des difficultés insupportables, aux plans social et psychologique. Parmi les différentes questions qu'il a évoquées, celles des structures, instrument de l'action visant à apporter des réponses aux problèmes de la communauté. Si quelques faiblesses ont été constatées, principalement au niveau des instances de base, du fait notamment de l'éparpillement de la population, des distances séparant les structures, par contre au niveau départemental, l'activité a eu une plus grande régularité, grâce au respect du règlement intérieur, des directives,

d'un calendrier de réunions sérieusement préparé.

M. Aïssoub a estimé que l'instance départementale constituait la plateforme appropriée pour l'approfondissement de la rénovation de ces structures de l'organisation, lorsqu'elle sera à même de remplir convenablement sa mission d'animation et de coordination des instances de base qui la constituent. Il a ajouté que pour donner sa signification véritable, fondamentale, à la rénovation de l'Amicale, il était impératif que les militants et les cadres se mobilisent individuellement et collectivement pour y parvenir. Mettre en œuvre une politique de formation et une action de contrôle permanents ayant pour but le soutien constant,

l'animation des instances à tous les niveaux et l'application rigoureuse des textes régissant l'association. Pour l'année à venir, afin de résoudre les problèmes et surmonter les faiblesses, il a indiqué qu'il fallait tenir compte de deux éléments essentiels : œuvrer en conformité avec les objectifs, les principes et les méthodes contenus dans les documents et les textes réglementaires. Ensuite organiser efficacement une action indissociable des hom-



Maamar Boukerrou

Les vues de la salle, M. Aïssoub (en haut), et un médecin qui a traité des problèmes de santé spécifique (ci-dessous).



mes qui la réalisent, compte-tenu des critères de compétence et d'engagement avec l'appui d'une formation qui s'est avérée indispensable. Pour réunir ces deux conditions indispensables, a encore dit M. Aïssoub, mobilisation de toutes nos forces et moyens, amélioration de la qualité de nos instances, de nos structures, développement de l'information, élévation du niveau de conscience de nos militants et du degré de sensibilisation de nos compatriotes. Il devait conclure ce rapport moral en déclarant que la région ouest recelait des potentialités humaines considérables et des possibilités de développement, à condition de sortir des sentiers battus pour laisser place au travail rationnel, à l'esprit d'initiative dans le cadre de la démocratie responsable.

#### DIALOGUE ET CONCERTATION

L'assemblée générale de région s'est achevée par l'élection du comité régional, qui a élu à sa tête M. M'Guernez Ramdane, son adjoint M. Bouazza, et l'adoption de la résolution finale dans laquelle les délégués rendent hommage au président Chadli Bendjedid et soulignent la nécessité de persévérer dans l'effort pour renforcer davantage l'organisation de la communauté algérienne en Europe.

Ainsi, avec cette avant dernière assemblée générale de la région ouest et la dernière, celle de Marseille le 12 février, auront été clôturées les assises de chaque région ayant pour but de dresser le bilan des activités menées au niveau régional et de définir le programme d'action pour l'année qui commence. Ces travaux ont été menés à la lumière des orientations définies par la X<sup>e</sup> assemblée générale, la XI<sup>e</sup> devant se tenir au printemps prochain. Ces assemblées régionales présentent un intérêt particulier dans la mesure où elles se situent dans la perspective de la tenue de cette prochaine XI<sup>e</sup> assemblée générale. Elles se sont tenues également après une riche période d'activités de l'Amicale, marquée par la visite du président de la République en France, la préparation du congrès du FLN et le déroulement des élections présidentielles qui ont permis à la communauté algérienne en France de participer pleinement au plébiscite du président Chadli Bendjedid, reconduit à la magistrature suprême du pays.

Ces réunions, au niveau régional, constituent un cadre de dialogue et de concertation où les délégués font le point des initiatives engagées ou à retenir dans la défense des intérêts de la communauté qu'ils représentent. Les agressions criminelles contre les membres de la communauté, le regain du racisme dans le pays hôte et l'accroissement du chômage ont fait l'objet d'une attention particulière, cela, en même temps que les mesures prises pour l'impulsion de l'action culturelle, l'inauguration du centre culturel par le chef de l'Etat illustrant pleinement les efforts déployés dans ce domaine par l'AAE.

CHERIF HARBI

## De la périphérie de Paris à l'Atlantique...

La région ouest de l'A.A.E., constituée sur la base de l'apport des ex-régions de Paris, d'Orléans et de Rouen, a la particularité d'être très étendue, de la périphérie parisienne jusqu'à l'Atlantique, et de recouvrir 18 départements français. Elle s'étend jusqu'à des villes importantes de l'Ouest de la France, comme Saint-Nazaire, Brest et Nantes, cette dernière incluant à elle seule 11 départements français avec 8 000 ressortissants algériens.

La communauté algérienne résidant dans la région Ouest est estimée à environ 186 000 personnes, réparties approximativement en 95 000 hommes, 35 000 femmes et 56 000 jeunes. La fraction active de cette population est employée essentiellement dans le secteur du bâtiment, de l'industrie automobile à Boulogne-Billancourt (sur les Hauts-de-Seine), à Flins et à Poissy (dans les Yvelines), l'industrie agro-alimentaire (en Seine-et-Marne), les chantiers navals en Bretagne et accessoirement dans les entreprises de transformation disséminées dans la région. Avec la refonte des structures, issue de la rénovation engagée à partir du nouveau programme d'action de l'AAE, cette région qui se compose de 5 consulats (Melun, Vitry-sur-Seine, Nanterre, Versailles, Nantes), comporte 5 circonscriptions organiques, 20 comités départementaux et leurs structures de base. Pour ce qui est de l'effectif global des militants au sein de l'organisation on constate une progression de 52 % par rapport à l'an dernier, résultat comme l'a fait remarquer le délégué régional, M. Chérif Aïssoub, dans son rapport moral, de cette première phase de restructuration, de rénovation des instances et de démocratisation.

Comme on le constate à la simple vue des secteurs professionnels qui concernent la communauté algérienne de cette région, les problèmes de nos ressortissants sont aigus du fait d'un environnement hostile, dangereux. Par exemple, Dreux de triste mémoire. Les conflits de Flins, Saint-Maurice et bientôt sans aucun doute, malheureusement, ceux de Renault-Billancourt et Citroën-Aulnay, en germe. Les problèmes dominants sont par conséquent le chômage, l'insécurité, le logement, auxquels sont confrontés les membres de la diaspora algérienne de cette région.

### TOUS LES MAUX

Odieusement orchestrés par les campagnes de presse racistes, les comportements xénophobes, les agressions, les meurtres d'Algériens ont atteint, comme on le sait, leur point culminant lors des récentes élections municipales françaises. Les communautés étrangères maghrébines et particulièrement algérienne, sont désignées à la vin-

dicte populaire française, comme source de tous les maux, du chômage endémique et du climat d'insécurité. Le bilan est de plus en plus lourd d'agressions de toutes sortes, tels que les pillages de locaux de l'AAE à Nantes, incendies de foyers à Corbeil et Colombes, attentats criminels contre des Algériens, jeunes et vieux. Ainsi tout récemment, le 23 janvier dernier à Corbeil où un vieux militant de l'organisation a été assassiné sans raison par des inconnus.

Chômage et racisme sont les deux maux auxquels la délégation régionale de l'Ouest s'est attaquée par des actions communes avec la CGT et la CFDT, avec le MRAP et la CIMADE ; notamment dans le Val-de-Marne, à Saint-Maurice et Ivry, à la suite des conflits survenus du fait de licenciements abusifs de sociétés tels que TRÉFICABLE et S.K.F.

Notre délégation régionale est intervenue pour défendre les intérêts des travailleurs algériens à Talbot-Poissy, s'informant constamment de la situation, des positions des syndicats et des différentes parties, rencontrant les travailleurs algériens grévistes. Les responsables et militants de la Région étaient également présents à la manifestation contre le racisme autour des conflits professionnels, aux côtés du MRAP à Mantes-La-Jolie et à Trappes.

Enfin, avec les autorités municipales et préfectorales, les rencontres sont fréquentes et notre organisation soulève inlassablement les problèmes de logement, de l'emploi et de la formation professionnelle, surtout pour les jeunes algériens en difficulté.

Et là, nous abordons le souci permanent, l'axe essentiel de l'action de l'AAE dans cette région, car comme l'a souligné M. Chérif Aïssoub dans son bilan annuel, « notre préoccupation principale va vers la jeunesse, en raison de son importance numérique dans la population et de ses problèmes qui ont fait l'objet d'une recommandation de notre X<sup>e</sup> assemblée générale. »

### DES RESULTATS ENCOURAGEANTS

En effet, avec 56 000 jeunes sur une population de 186 000 âmes dans cette région, l'action éducative et culturelle a été la préoccupation essentielle et constante de l'organisation. Tout d'abord, comme on le sait, à la suite d'une action pressante de l'AAE, la langue nationale a été intégrée officiellement dans les établissements scolaires français comme discipline à part entière dès la rentrée scolaire 1982/1983, après l'accord algéro-français du 1<sup>er</sup> décembre 1981. Aucun effort n'a été épargné pour renforcer, préserver la personnalité, la langue et la culture, bref l'identité nationale des enfants algériens. Malgré la réticence, par-

fois, de certains partenaires français, l'insuffisance de locaux, l'éloignement géographique de certaines écoles, les résultats sont là, grâce aux cadres de l'Amicale, aux consuls, aux enseignants, aux comités de parents. 139 écoles reçoivent l'enseignement de l'arabe pour 6 068 élèves, 71 enseignants ont été détachés auprès de l'organisation par le ministère algérien de l'Education nationale. Il est prévu d'implanter dans 73 nouvelles écoles cet enseignement intégré, pour la rentrée 1984/1985. Quant à l'enseignement dit parallèle ou marginal, 3 321 élèves fréquentent 79 centres d'enseignement. Par rapport à l'an dernier, 30 nouveaux centres ont été ouverts et 1 000 élèves nouveaux sont venus s'ajouter à l'ancien effectif.

Globalement, sur les 22 000 enfants du primaire, dans la région ouest (20 000 dans les départements de la région parisienne et 2 000 en provence) 9 000 enfants, répartis dans 218 centres et écoles, bénéficient de l'enseignement de l'arabe, soit un taux appréciable de 40 %. En animation culturelle, 14 centres fonctionnent avec 7 animateurs et 7 enseignants détachés et comprennent 482 élèves. 10 animateurs nouvellement formés par l'Amicale vont renforcer prochainement ce secteur. Ce sont là des résultats encourageants. Et il serait trop long d'énumérer toutes les autres actions conduites par l'organisation : manifestations culturelles de tous ordres, conférences, causeries religieuses, fêtes, activités artistiques (photo, peinture, dessin, théâtre, musique), stages d'animateurs de centre de

vacances, circuits connaissance de l'Algérie, et le sport.

Pour ce qui concerne le retour Volontaire au pays, les consulats ont enregistré en 1983, 3 000 retours définitifs en Algérie, cependant que plusieurs centaines de dossiers ont été déposés. Là aussi, les responsables de la région ont expliqué, informé, dans le cadre de ces retours volontaires, les dispositions prises pour le logement en Algérie, les lots de terrains à bâtir, la scolarisation, etc...

Pour conclure ce rapide survol de la vie et des problèmes de cette région de l'Ouest, il faut rappeler que conformément aux recommandations de sa X<sup>e</sup> assemblée générale, l'AAE, soucieuse de répondre aux besoins nouveaux créés par la profonde mutation socio-démographique de notre communauté, a poursuivi en 1983 son processus de rénovation. L'objectif a été poursuivi après la tenue de l'Assemblée Régionale, en janvier 1983, qui a parachevé le programme d'action élaboré à cet effet et abouti à l'installation au niveau de toutes les instances, de responsables démocratiquement élus. L'Assemblée régionale de ce 5 février a montré que le souci premier demeurait, dans le cadre de cette refonte des structures, de les rendre plus ouvertes. Cela, comme l'a indiqué le délégué régional dans son bilan « en vue d'une meilleure prise en charge des problèmes rencontrés quotidiennement par nos compatriotes, en nous adaptant aux conditions nouvelles créées au lendemain de cette rénovation. C'est sur ces bases que devra être élaboré un programme d'action appliqué méthodiquement au service de l'ensemble des catégories qui composent notre communauté, en respectant les priorités définies par les orientations, les missions et le programme général de l'AAE. »

C.H.

### Pour faire échec à l'extrême-droite

## Rassemblement le 8 février à Poissy

Voulant profiter de la flambée de racisme créée par le patron et le syndicat-maison de Talbot-Poissy au cours du conflit qui a suivi les licenciements d'environ 2 000 travailleurs de l'usine, l'extrême-droite tente d'attiser la violence raciale.

Ainsi, le groupe dit Parti des forces nouvelles vient de distribuer, à Poissy, un tract intitulé « Poursuivons le nettoyage » dans lequel il proclame notamment : « Après avoir épuré Talbot, nous allons épuré Poissy des fainéants, des immigrés et des casseurs ». (Voir ci-dessous).

Le P.F.N. entend également tenir un meeting à Poissy dans une salle municipale gracieusement mise à sa disposition par le maire de la ville.

Les forces démocratiques se sont aussitôt mobilisées. Une cinquantaine d'organisations dont l'Amicale des Algériens en Europe, des partis politiques et des syndicats ont envoyé une lettre de protestation au commissariat de la République. Elles appellent également à un grand rassemblement le mercredi 8 février à 18 h 30, Place du Maréchal Leclerc (près de la Gare).

## POUR LA DIGNITÉ HUMAINE CONTRE LE RACISME

Poissy ne doit pas devenir la ville de l'intolérance et du racisme.

Poissy, au contraire, doit devenir le symbole de l'action des hommes et des femmes de toutes nations, toutes races, toutes religions, toutes philosophies, toutes opinions politiques, qui se rejoignent pour que chacun et chacune puissent vivre dans la dignité.

Et c'est parce que nous voulons vivre dans la dignité que nous avons décidé de nous unir pour dire et redire : HALTE AU RACISME. Au racisme qui a violemment ressurgi à l'occasion du conflit Talbot provoqué par les milliers de licenciements auxquels a procédé et veut encore procéder, en jouant sur la division des salariés, la direction Peugeot-Talbot.

HALTE AU RACISME, qui a ressurgi avec l'aggravation de la crise. Il y a un parallèle saisissant entre les campagnes racistes que nous connaissons et les campagnes anti-sémites qui ont eu lieu dans

l'intolérance, du racisme, que nous soyons immigrés ou français, jeunes ou adultes. Aussi devons-nous être plus vigilants que jamais ; aussi devons-nous réagir avec la plus grande fermeté, avec la plus grande vigueur.

Le groupe fasciste PFN a distribué récemment un tract dans la ville intitulé "poursuivons le nettoyage", tract proclamant notamment "après avoir épuré Talbot, nous allons épuré Poissy des fainéants, des immigrés et des casseurs". Ce groupe entend tenir un meeting à Poissy dans une salle municipale gracieusement mise à sa disposition par le Maire.

Ces agissements sont dans la ligne du meeting organisé le 6 janvier à Poissy par la municipalité, avec le soutien de la CSL, dont plusieurs militants criaient la veille aux travailleurs immigrés blessés : "au four ! à la Seine !".

Pour une société plus juste, plus fraternelle, respectons nos différences, sources d'échanges et de

Les  
Assemblées  
régionales  
de l'Amicale  
des Algériens  
en Europe

## Notre jeunesse : un formidable capital

L'Assemblée régionale de Paris s'est tenue samedi 4 février à la Bourse du travail, sous la présidence de M. Abdelkrim Souici, membre du Comité Central et Président de l'Amicale des Algériens en Europe. A la tribune, on notait la présence de MM. Arezki Ait Ouazzou, membre du Comité Central, vice-président de l'A.A.E., Mohamed Abdellaoui, Consul Général, Mohamed Seghir, délégué régional de Paris, Arezki Benamer, consul d'Aubervilliers et Ahmed Laouadi, délégué régional adjoint.

Dès neuf heures trente du matin, il a été tout d'abord procédé à l'installation du Bureau de l'Assemblée Générale puis à la lecture du règlement intérieur et de l'ordre du jour qui ont été adoptés à main levée par la nombreuse assistance.

Puis, ce fut l'ouverture officielle, à dix heures très précisément, qui donna l'occasion au délégué régional de souhaiter la bienvenue à l'ensemble des militants de la région parisienne ainsi qu'aux hôtes et aux responsables de notre Organisation.

La présentation du rapport-bilan présenté par M. Mohamed Seghir permit à tout un chacun de faire le point sur la situation dans la région. Cette assemblée générale, dira le Délégué Régional de Paris, se tient à un moment particulièrement crucial. Elle se tient « alors que la Communauté et particulièrement sa composante active, les travailleurs, est directement frappée par le chômage, le racisme et en est la victime ».

Rappelant l'accueil enthousiaste que cette même communauté avait réservé en novembre dernier au président Chadli Bendjedid, illustration concrète de la symbiose qui



existe entre elle et le pays et de l'intérêt que lui témoigne en toutes circonstances la Direction Politique, M. Mohamed Seghir a saisi cette occasion pour rappeler au plan de la réinsertion « la position de notre pays découlant d'un principe constant et qui repose sur le postulat du retour volontaire. Ce retour, devrait-il dire, doit se faire sur la base du libre consentement des travailleurs qui auraient préalablement acquis une formation professionnelle décente. Sur ce chapitre, l'Etat français a une grande créance à cet égard : la dette de l'exploitation inhumaine dont ils ont toujours été l'objet. »

En effet, la conjoncture tend à administrer une nouvelle fois la preuve que, quel que soit le régime en place, nos travailleurs sont et seront toujours les boucs émissaires de la crise. L'avènement de ce que l'on appelle les mutations technologiques dans l'industrie du pays d'accueil tend à développer un climat guère moins anxiogène et défavorable que celui qui précédait le 10 mai 1981.

Ceci a permis à certaines officines politiques de relancer la xénophobie puis la haine raciale face à laquelle, il faut bien le reconnaître, les pouvoirs publics ont réagi avec une passivité bien surprenante. Ce n'est un secret pour personne que notre communauté, principalement en région parisienne, a payé un lourd tribut à un racisme de plus en plus arrogant et politiquement légitimé.

### UN REGAIN

Dans un tel contexte, la Délégation régionale a mené durant l'année 1983 une action soutenue de sensibilisation et de mobilisation de notre communauté. Au niveau de ses deux circonscriptions consulaires (Seine-Saint-Denis et Paris-Nord), les nombreux comités locaux tout autant que les multiples sections ont développé toute les initiatives susceptibles d'apporter une réponse aux exigences de la situation actuelle pour nos travailleurs et leur famille.

Dans les dix départements qui relèvent de la Délégation Régionale de Paris, il y a eu durant cette

année 1983 un regain substantiel d'affluence qui a permis aux militants et adhérents de notre Organisation de redoubler d'efforts pour renforcer les acquis et accroître la pratique démocratique. Mais il fallait bien noter la disproportion entre les effectifs des travailleurs et ceux des jeunes et des femmes. Il y a encore beaucoup de travail à effectuer pour que notre jeunesse, en région parisienne, se sente davantage concernée par tout ce qui se fait et prenne à cœur ses propres problèmes pour tenter de les résoudre dans un cadre organisé et efficient. Quant aux femmes, il s'agit de prévoir un cadre d'activités qui les intéressent directement et soit en mesure de leur apporter un certain nombre de réponses à leurs problèmes les plus immédiats.

C'est dire, à ce stade, l'importance de toutes les structures, à quelque niveau de la hiérarchie qu'elles se situent, car celles-ci en tant que « véritables courroies de transmission entre notre Communauté et notre Association, doivent être animées par des militants

conscients de l'importance de la tâche et du travail d'élargissement indispensable... »

Compte tenu du fait que la refonte des structures et la mise en place d'instances démocratiquement élues ont créé une dynamique nouvelle, il y a lieu de se satisfaire des résultats tangibles enregistrés dans certains domaines comme les nombreuses rencontres avec des responsables de la majorité, la confection des dossiers d'achat de logements ou de terrains à bâtir, les meetings avec nos travailleurs lors d'événements tragiques, l'aide morale et matérielle aux familles nécessiteuses ou endeuillées par les agressions racistes etc.

Point n'est besoin ici d'énumérer le bilan de toutes les actions et de tous les résultats que le rapport-bilan de la Délégation Régionale de Paris développe fort bien. Il suffit de noter que les structures mises en place à partir de la Refonte de notre Organisation ont bel et bien porté leurs fruits, même si par ailleurs il a pu être constaté par-ci par-là quelques lacunes, quelques insuffisances voire certaines anomalies. Le propre de toute entreprise nouvelle est de se révéler positive, le reste étant bien humain car il serait extraordinaire qu'en tentant un tel pari on n'enregistre point des erreurs. Celles-ci ne demandant qu'à être corrigées, il va de soi que ce qui compte, c'est que le pari, lui, a donc été tenu.

#### DES BLOCAGES

Dans le cadre de l'accord intergouvernemental, l'enseignement de la langue arabe a de même posé quelques problèmes, eu égard à la sempiternelle résistance de certains directeurs d'établissement qui, ouvertement ou insidieusement, tentent de s'opposer à la concrétisation de cet accord. En région parisienne, comme partout ailleurs, le phénomène est tangible et les responsables ont eu à se heurter à maintes reprises à des blocages, des attermoissements, des volte-faces qui, sans les décourager le moins du monde, leur ont fait comprendre combien il reste de travail à accomplir pour transcender cet état d'esprit anti-arabe.

Présentement, il y a 4 713 élèves qui suivent les cours relevant de l'enseignement intégré et 1 084 ceux de l'enseignement marginal. Ce qu'il faut retenir, à ce niveau, c'est l'importante progression enregistrée dans ce domaine (65 %). En effet, la majorité des élèves était au niveau I en 1983.

Depuis, 2 583 élèves ont accédé au niveau II, 194 au niveau III, 85 au niveau IV et 65 au niveau V. Pour parvenir à ces résultats appréciables, la délégation a multiplié les rencontres pédagogiques (plus de quinze) et les inspections.

Le délégué régional a également mis l'accent sur l'important travail accompli dans le domaine de l'Information et des relations extérieures ainsi que de la Jeunesse. Les nombreux appels lancés à notre communauté en différentes circonstances, les rencontres multiples avec les élus et responsables de la majorité etc. ont été autant d'initiatives appréciables qui ont certainement contribué à diligenter l'action de la délégation régionale. « Malgré les défis auxquels nous faisons face, devait conclure

## La région de Paris en quelques chiffres

DEPARTEMENTS Circonscription de PARIS 75	RESIDENTS				DEMANDEURS D'EMPLOI		
	Hommes	Femmes	Enfants	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL
PARIS (75)	40 792	20 397	12 350	73 539	4 967	684	5 651
ORLEANS (45)	1 646	530	945	3 121	255	054	309
TOURS (37)	1 066	591	385	2 042	173	076	249
BLOIS (41)	269	121	195	590	038	022	60
Circonscription de la SEINE-ST- DENIS 93	REPARTITION NON ENCORE DISPONIBLE			(1) 98 000	REPARTITION NON ENCORE DISPONIBLE		(2) 5 493
TOTAL POUR LA REGION				177 292			11 762

(1) Dont 62 000 titulaires d'un titre de séjour délivré par la Préfecture.

(2) Sur une population active évaluée à 57 307. Ce chiffre est à pondérer en tenant compte du fait qu'il inclut les femmes qui ne demandent pas un emploi, ce qui réduit substantiellement le nombre de la population effectivement active (environ 20 000 femmes au foyer).

M. Mohamed Seghir, les résultats sont là. Défi de l'environnement hostile, défi des mutations socio-économiques intervenues et qui ont engendré des exigences nouvelles... Tout nous impose une vigilance accrue et à notre action une perpétuelle adaptation. »

#### UNE PREOCCUPATION LE RACISME

Le débat qui est intervenu aux termes de ce rapport-bilan très complet devait porter sur quelques points qui tenaient à cœur aux militants. Ainsi, SBAA Hamlaoui a-t-il demandé que le principe « l'homme qu'il faut à la place qu'il faut » soit rigoureusement appliqué tandis que DARA Abdelhamid (Tours, Orléans) a plaidé pour la création et la multiplication de « journées d'études consacrées à notre pays et à ses réalisations ». Said Naili a rappelé à son tour, au nom des jeunes et de la section du 20<sup>e</sup> que « désormais, on connaît tous les problèmes et d'abord ceux de notre jeunesse. Maintenant, il faut prendre des mesures sinon, il existe d'autres organisations qui vont le faire ». Le racisme et ses actes hideux préoccupe tout particulièrement les militants de la Courneuve qui s'insurgent contre l'indifférence générale alimentée par les médias.

Pour répondre à toutes ces interrogations, et après que M. Mohamed Abdellaoui, consul général, eut assuré l'ensemble des militants de toute la sollicitude des responsables et des agents des services consulaires qui sont au service de notre communauté, M. Abdelkrim Souici, membre du Comité Central et président de l'Amicale des Algériens en Europe, a pris la parole : « Notre Communauté a vécu un événement majeur, en 1983, la visite du président de la République. A cette occasion, elle a démontré son attachement au pays, à sa Révolution, à ses idéaux et cela seul suffit à témoigner des efforts et des sacrifices que chacun de nous a consentis.

La participation de notre communauté au V<sup>e</sup> Congrès du Parti, son vote massif et enthousiaste aux présidentielles, l'intérêt qu'elle a témoigné à tous les changements décisifs qui sont intervenus dernièrement compte tenu des recommandations du V<sup>e</sup> Congrès, tout cela m'autorise à dire que les militants d'hier, durant la guerre de libération nationale, sont et doivent être les militants d'aujourd'hui pour la défense et la sauvegarde des intérêts matériels et

### Le Bureau régional

Délégué régional : Mohamed SEGHIR

Délégué régional-adjoint : Ahmed LAOUADI

Animat. culturelle : Ahmed OULD CHEIKH

Information et relations extérieures : Abderahmane ALOUAN

Jeunesse : Ali KEDROUSSI

A.F.A. : Houria KESSALI

Activités Syndicales : S. MESSAOUDENE

Circonscription de Paris : Mouloud BAAZIZ

Circonscription de Seine Saint-Denis : SIDIRI

moraux de notre communauté. »

M. Abdelkrim Souici a tracé un tableau des problèmes cruciaux vécus par notre communauté durant les deux dernières années et il a ainsi mis l'accent sur l'ampleur du racisme et ses effets criminels. « Oui, il y a un racisme anti-arabe et d'abord anti-algérien. Nous sommes particulièrement préoccupés par ce racisme anti-ethnique et anti-religieux qui tue et qui détruit sans risque tangible pour ses auteurs, certains n'hésitant pas à appeler à la haine raciale, publiquement, et de façon arrogante. »

« Depuis 1983, notre communauté a subi dans sa chair et dans son sang le climat ainsi putréfié puisqu'il y a eu 30 assassinats en moins d'un an dont 22 seulement ont conduit à l'arrestation de leurs auteurs. Je veux dire ici que nous n'acceptons pas et n'accepterons jamais que ceux-là qui portent atteinte à la dignité ou à la sécurité de nos ressortissants puissent le faire impunément. La direction politique de notre pays l'a suffisamment déclaré et nous nous montrerons pour notre part très attentif aux événements et à l'attitude des uns et des autres. »

Concernant le chômage, le président de l'Amicale a rappelé que pour grave que soit le problème, il ne peut être isolé des trois catégories qui préoccupent actuellement nos responsables et font l'objet de toutes les rencontres, discussions et négociations entre les deux pays :

— le racisme qui tue et qui s'intensifie

— l'emploi et la sécurité de notre communauté

— le blocage ou le silence face aux demandes de logement.

« De fait, a souligné M. Abdelkrim Souici, le racisme se retrouve partout, dans chaque problème et chaque démarche. L'habitat, la scolarisation, l'emploi, les salaires témoignent d'une attitude foncière

raciste et anti-algérienne. »

Faisant le bilan de l'action passée, M. Souici a constaté une certaine amélioration incontestable. Nous sommes conscients, a-t-il ajouté, de tous les problèmes objectifs de notre communauté, ici et là-bas, et nous n'hésiterons pas à faire le nécessaire en vue de les résoudre.

La démarche de notre organisation a un objectif et un seul : L'UNITE et LA SOLIDARITE de notre communauté. Parce qu'une communauté unie peut multiplier les initiatives, relever tous les défis quels qu'ils soient, résoudre ses problèmes et s'opposer à toutes les manœuvres aventuristes ou racistes qui tentent de lui porter atteinte ou de nuire aux intérêts majeurs de la Nation. »

« A la veille de la XI<sup>e</sup> Assemblée générale, devait conclure M. Abdelkrim Souici, tous les objectifs et toutes les recommandations de la X<sup>e</sup> A.G. ont été pratiquement concrétisés. » En lançant un appel vibrant aux militantes et aux militants pour faire de La Semaine et d'El Jawab des outils de combat, M. Abdelkrim Souici a également rappelé que « 480 000 jeunes sont là qui attendent de nous un travail à la mesure de leurs ambitions, une capacité réelle à répondre à leurs aspirations. Si nous ne voulons pas redevenir une organisation en dehors du coup, une organisation qui discute, si nous voulons au contraire réaliser des choses extraordinaires nous devons prendre en compte ce formidable capital de notre communauté », a conclu le président.

L'Assemblée régionale devait prendre fin après que le nouveau Comité Régional eut été présenté, approuvé par l'ensemble des militants et installé, avec M. Mohamed Seghir comme délégué régional...

A.C.

# Le rapport du secrétaire général du FLN au V<sup>e</sup> Congrès

(Alger 19-22 décembre 1983)

(Quatrième et dernière partie)

*Avec « les perspectives d'avenir », nous terminons la publication du rapport du Secrétaire général du FLN, M. Chadli Bendjedid, au V<sup>e</sup> congrès.*

## PERSPECTIVES D'AVENIR

Apprécier l'action passée, en analyser les progrès accomplis pour en souligner tant les points forts que les imperfections, tout cela peut revêtir une haute signification, si l'on en tire des leçons d'expérience pour l'avenir afin d'élaborer nos plans de développement pour les prochaines années.

Partant de cela, nous avons interrogé notre expérience passée et nous en avons tiré une règle de conduite et un programme d'avenir.

En matière économique, sociale et culturelle nous voulons tout d'abord faire ressortir que la période du prochain plan 1985-1989 s'inscrit dans la continuité que nous avons maintes fois affirmée et qui tend à la réalisation d'un développement authentique et indépendant de la société algérienne. Il s'agit d'un développement axé sur la satisfaction des besoins fondamentaux, matériels et culturels de l'ensemble du peuple et susceptible de dégager suffisamment d'excédents cumulés et durables, de façon à contribuer au renforcement de la stabilité sociale.

La prochaine période prendra appui sur les succès enregistrés dans le passé et traitera, en même temps, des déséquilibres existants et ce, conformément aux orientations de la Charte Nationale, à celles du quatrième Congrès et du Congrès extraordinaire ainsi qu'à celles qui seront décidées par les présentes assises.

Il n'est pas superflu de rappeler ici, une vérité en soi évidente, mais qui échappe parfois à certains : à savoir, que l'Economie Nationale ne peut évoluer à l'écart de l'économie mondiale. Or, cette perception que nous avons de l'évolution de l'environnement international incite à une très grande prudence, dans l'approche des questions de développements, et dans l'élaboration des projets d'avenir.

Il nous faut donc éviter de tomber dans le piège de la thèse qui prétend que la crise de l'économie mondiale touche à sa fin et que la reprise attendue dans l'économie des pays riches aura nécessairement des répercussions positives sur les économies des pays du Tiers monde.

Une telle thèse recèle deux affirmations qui sont erronées : d'une part, croire que l'économie mondiale, en crise aujourd'hui, est soumise encore aux phases conjoncturelles alternées de récession et d'expansion, le reste demeurant, par ailleurs, inchangé ; et, d'autre part, croire que la reprise économique des pays riches du Nord bénéficiera aux pays du Tiers monde.

L'examen de l'histoire récente fait apparaître l'inexistence d'une quelconque solidarité entre les économies des pays riches du Nord et celles des pays du Sud qui constituent le Tiers monde.

Bien plus grave, si les difficultés, certes réelles, rencontrées par les pays du Nord, y engendrent certains effets négatifs, mais limités, au plan social, leurs répercussions dans les pays du Sud sont extrêmement lourdes. Effectivement, nous constatons, aujourd'hui, dans les pays sous-développés et du fait de la crise économique internationale, non seulement l'apparition de signes de récession et de stagnation mais nous assistons également à des manifestations d'un recul réel de l'action de développement économique et social, accompagnées de famines dans certains pays, ainsi que de banqueroutes et de menaces qui pèsent sur la cohésion sociale et politique de ces pays.

Les solidarités, tant vantées par certains, entre les économies des pays du Nord et celles des pays du Sud révèlent d'une manière incontestable leurs effets destructeurs sur les pays en voie de développement, dès que les économies des pays riches sont confrontées à des difficultés nées de l'incohérence et de l'injustice du système économique mondial actuel que ces pays ont eux-mêmes et eux seuls mis en place.

Les pays du Nord, si férus de sens démocratique et de respect d'autrui quand il s'agit de leurs affaires internes, développent une insouciance et une force d'inertie considérable quand ils sont conviés à contribuer d'une manière démocratique et efficace, à l'élaboration d'un ensemble de relations de base entre les nations, qui soit marqué par moins d'injustice et plus d'efficacité pour le sort de l'humanité.

Nous n'avons cessé, malgré le peu d'écho rencontré jusqu'à présent chez nombre de pays du Nord, d'appeler à un dialogue Nord-Sud réel et constructif. La crise de l'économie mondiale est en effet une crise profonde, structurelle et durable. Comment ne le serait-elle pas quand deux personnes sur trois dans le monde vivent, dans leur chair et leur esprit, la trilogie sinistre de l'ignorance, de la pauvreté et de la maladie.

De plus, les productions nécessaires à la satisfaction des exigences de la vie et l'accumulation des connaissances techniques et scientifiques sont l'apanage d'une minorité de nations drapées dans un égoïsme aveugle sans pareil. En effet, les forces productives colossales que ces nations abritent rejettent toute idée de définir leur aire d'action et veulent monopoliser une liberté de décision

qui concerne l'humanité entière. Il s'agit, dans les prochaines années, de bâtir, équitablement et d'une manière rationnelle, un nouvel ordre économique international et de mettre fin au privilège d'une minorité qui oriente l'économie nationale des pays en voie de développement et hypothèque l'avenir de nombreuses générations.

Pour notre part, nous ne sommes pas disposés à permettre à des intérêts mercantiles de s'imposer, selon une logique égoïste et individualiste, au-delà de leurs limites et de restructurer l'espace économique mondial et par là même notre propre paysage économique.

En attendant que s'instaure un véritable dialogue entre le Nord et le Sud, nous considérons que notre contribution à l'instauration du nouvel ordre économique international passe nécessairement par l'approfondissement des liens de coopération entre les pays du Sud. Nous sommes convaincus que l'intensification de la coopération au plan régional confirmera l'urgence nécessaire d'un dialogue global entre l'ensemble des pays riches et l'ensemble des pays pauvres. En plus de l'intérêt qu'elle revêt en soi, la coopération régionale nous rapproche indubitablement des conditions objectives de constitution d'un ordre économique international plus global, plus équitable et plus rationnel.

Parmi les pays du Nord, il en est, bien qu'en très petit nombre, qui saisissent l'ampleur, pour l'humanité, des enjeux impliqués par le dialogue Nord-Sud. Ces pays savent la nature des risques qu'ils encourent si les deux tiers du genre humain sont maintenus dans un état de sous-développement. Ils savent aussi quels sont les bénéfices dont ils profiteraient tous et que le nouvel ordre économique international est capable de faire éclore.

Avec ces pays, l'Algérie est prête à entretenir des liens d'un type nouveau, réellement débarrassés des considérations mercantiles, des liens dont l'objectif est de rendre le développement çà et là authentiquement solidaire, non par le discours mais par l'action.

C'est à partir de notre analyse de la situation mondiale, à l'horizon 1989, et du poids accordé à chacun des facteurs de son évolution, que nous adopterons une démarche vigilante durant la prochaine période, une démarche conforme à l'état de notre économie et à ses équilibres extérieurs.

De toutes les façons, s'il advenait que ce monde ambiant venait à se modifier favorablement dans les cinq prochaines années, il ne coûterait rien à notre économie de s'adapter à la réalité de cette nouvelle situation. En revanche, adopter les démarches fondées sur des hypothèses optimistes infirmées par les évolutions réelles ensuite conduirait inmanquablement à l'échec, et à des révisions déchirantes des plans qui auraient coûtés très chers.

Mais si la vigilance est de rigueur dans nos relations extérieures, par contre, au plan interne, l'audace est nécessaire afin de renforcer notre intégration économique et d'accomplir les mutations nécessaires qu'imposent les aspirations de notre peuple, et ce, en comptant sur nous-mêmes avant tout.

A ce propos, il est à rappeler que de tout temps jusque et y compris durant la longue nuit coloniale, l'Algérie a toujours été au rendez-vous de l'Histoire. Les Algériens, mûs par l'ambition et par leur rejet d'un quelconque fatalisme de l'oppression et du sous-développement, soutenus par leurs valeurs ancestrales de dignité, de sens aigu de la justice sociale et d'esprit de sacrifice, n'ont jamais hésité à agir et ont effectivement agi pour modifier leurs conditions de vie.

Un des traits essentiels de la période à venir, peut-être le seul trait qui compte en fait, réside dans la généralisation et l'élargissement du principe de compter sur « soi-même » au plan individuel et collectif afin d'éliminer la mentalité d'assisté sans droit ni titre. Il est nécessaire de se débarrasser des attitudes négatives qui proviennent du transfert de responsabilité sur autrui et dont l'illustration s'exprime dans le comportement de ceux qui fuient l'effort et se réfugient dans un comportement bureaucratique.

Quant à nous, nous continueront d'approfondir les contenus de la décentralisation déjà entamée en direction des régions et des entreprises. Les textes nombreux consacrant la décentralisation touchent concrètement à tous les domaines de la vie économique et sociale.

Le développement rapide des moyens locaux de réalisation et la restructuration des entreprises commencent à donner des résultats. Il ne nous échappe pas toutefois que le mouvement de décentralisation mis en œuvre apparaît souvent sous les aspects d'une déconcentration technique des pouvoirs, du sommet vers l'échelon des Walis.

Les cinq prochaines années devront être mises à profit pour organiser les voies et moyens d'une décentralisation en faveur des assemblées locales élues. Elles seront appelées à mobiliser les moyens locaux pour la réalisation des projets qui sont nécessaires à la satisfaction des besoins des citoyens, c'est dire

qu'elles seront appelées à financer, réaliser et gérer. Autrement dit, il faut, pour pouvoir appliquer le principe de la décentralisation, que l'équilibre des ressources et des emplois au niveau régional soit systématiquement recherché. En effet, que vaudrait une décentralisation qui se contenterait de la définition des besoins et, qui dépendrait, dans sa démarche effective, exclusivement des ressources et des moyens affectés par les autorités centrales.

Cette esquisse tracée à grands traits s'applique à la décentralisation intra-Wilaya en direction des assemblées populaires communales. Elle participe de la même visée de répartition des pouvoirs de la Wilaya, entre le chef-lieu et les autres agglomérations, les instances des entreprises et les citoyens.

En direction des entreprises, l'action de restructuration doit se consolider par le parachèvement de la mise en place des mécanismes organiques, nécessités par la restructuration des sièges. Nous voulons que l'entreprise soit le lieu de décision économique, pleinement responsable, sans interférence de nature à justifier l'immobilisme ou la résignation chez le responsable de l'entreprise. Cette dernière doit être jugée en fonction des résultats quantitatifs atteints. En effet, le premier objectif social de l'entreprise consiste à utiliser ses ressources et ses moyens créés par les sacrifices consentis par la Nation, au mieux de ses possibilités et en tout cas de telle sorte qu'elle puisse, à tout le moins, en assurer le remboursement à la collectivité.

La prochaine étape constituera la période au cours de laquelle se concrétiseront les réflexions entamées quant à la définition des rôles novateurs des tutelles dans l'élaboration de politiques globales pour le développement des secteurs et de l'économie nationale. Nos entreprises sont maintenant arrivées à l'âge adulte ; autrement dit, les niveaux moyens généraux du développement des secteurs constitueront la préoccupation centrale des autorités de branches ou de régions. Il est évident qu'une planification de branche ou de région suffisamment précise permettra de replacer dans son contexte d'ensemble chaque entreprise prise individuellement.

Il faut que la notion de travail soit placée au cœur de nos préoccupations et de notre organisation socio-économique à travers des modalités pratiques de mise en œuvre, qui devront, de manière générale, se prémunir contre l'apparition de situations injustes, qui rétribuent l'effort et l'absence d'effort d'une façon égale. Rien n'est en effet plus frustrant, plus démobilisant que cet égalitarisme qui pousse à la paresse, étouffe la création, ou que ces enrichissements subits sans contrepartie productive dans le développement économique et social de la Nation.

Il est donc nécessaire de veiller à la création d'un environnement qui facilite sans aucune contrainte l'éclosion de tous les efforts qui contribuent au développement de la Nation. Ceci est du domaine du possible si l'on est méthodique et si l'on bannit les slogans aussi sonores que creux au profit de la rigueur et de l'amour du travail.

L'essor continu de la vie sociale, sous tous ses aspects, restera au centre de notre politique économique et de notre stratégie de développement.

La politique sociale doit avoir à notre sens pour objectif en priorité d'élever continuellement le niveau culturel de la société algérienne, par l'amélioration des capacités productives et l'élévation des conditions et du niveau de vie des citoyens.

L'un et l'autre de ces objectifs ne peuvent être atteints avec satisfaction sans la garantie d'un rythme élevé du développement de la production et des bénéfices de toute nature que nous pouvons en tirer, pour être orientés vers le développement social.

Aussi, faudra-t-il à l'avenir, affirmer concrètement et avec plus de netteté, l'interdépendance et la complémentarité entre les politiques économique et sociale. Leur unité constitue la condition première de la crédibilité de notre démarche de développement et de la maîtrise des équilibres économiques. Faute de quoi, notre action risque continuellement d'être marquée par le gaspillage, l'approximation et les vœux pieux, aussi bien dans la définition de ses buts, de son contenu, que des moyens dont elle se dote. Or, s'il est des domaines où, par dessus tout, le langage politique doit être clairement mesuré et compris, c'est bien celui qui touche directement aux conditions de vie du citoyen.

A cet effet, il faut veiller à la conservation et au renforcement des acquis et à l'établissement de la justice dans la distribution des résultats du travail, du bien-être, et de la culture à travers des programmes harmonisés et articulés avec les moyens de la politique économique et s'appuyer sur la prise en charge effective des responsabilités au niveau du citoyen et de la communauté.

La solidarité sociale et la mobilisation au travail de la population autour des orientations et des programmes d'action de la politique économique et sociale, conditions indispensables du succès de nos entreprises, dépendent en définitive, bien moins des programmes de satisfaction de l'ensemble des besoins exprimés dont certaines peuvent porter préjudice aux objectifs déterminants du développement à long terme que de la rigueur, la clarté et la justice dans la répartition de l'effort.

L'appropriation du contenu social de notre politique implique de veiller en permanence à transformer, dans le sens de l'élévation du rendement économique les conditions de développement, d'utilisation et de reproduction du potentiel productif.

S'agissant du choix des investissements productifs, les démarches que nous aurons à développer à moyen et long terme seront marquées par la nécessité de répondre convenablement aux besoins d'emploi, d'intégration économique et de développement régional dynamique. Ces impératifs commandent des progrès rapides et constants dans l'élargissement de la conception des programmes et dans la prise en charge des contraintes liées au milieu, des techniques les plus appropriées et de la nature de la demande. Parallèlement, compte tenu de la crise mondiale, il faut faire en sorte d'abaisser le coût de la coopération. Il faut en même temps, être vigilant à l'égard des nouvelles stratégies étrangères qui redistribuent les rôles d'une façon qui s'oppose à nos objectifs économiques et sociaux à long terme.

Par ailleurs, et compte tenu de l'ampleur des programmes d'infrastructures hydrauliques, agricoles et de communication, de leurs coûts élevés et des longs délais pour leur réalisation, notre marge de choix pour les investissements productifs sera forcément réduite. Ceci impose beaucoup de rigueur dans les

services que nous devons en attendre et une grande discipline dans l'économie des moyens et la compression des coûts.

En matière de production, la préoccupation première qui doit mobiliser en priorité les énergies dans les délais les plus rapprochés concerne l'utilisation et la valorisation du potentiel agricole. Notre pays ne peut continuer à laisser ses approvisionnements vitaux dépendre des importations. Nous sommes placés devant une situation où nous devons faire produire par notre agriculture, en mobilisant les moyens humains, techniques et scientifiques appropriés, le maximum de nos besoins alimentaires prioritaires. Face à une telle exigence, les approches traditionnelles des problèmes de développement de l'agriculture, ne sont plus opérantes, car d'une part, leur processus de croissance est lent, et d'autre part, elles aboutissent à une marginalisation relative des problèmes sociaux et culturels du monde rural. Dans ce domaine, nous sommes tenus de réussir à transformer profondément le visage agricole du pays ; les programmes de mise en valeur, d'irrigation des terres pour le moment esquissés sur le long terme, doivent passer, dans des délais rapprochés à des phases d'action concrète rigoureusement organisées et maîtrisées dans leur complexité comme dans leurs résultats économiques.

En concordance avec ces objectifs, la composante humaine du monde agricole, doit de façon préalable étudiée et programmée, progressivement évoluer pour accorder une place de plus en plus large à la qualification et au rajeunissement.

La solution des problèmes agricoles, tout autant que celle du problème de la répartition de la population sur tout le territoire, sont étroitement tributaires du succès des programmes de mobilisation suffisante d'eau, à moyen et long terme. La période actuelle de reconnaissance détaillée des besoins futurs et du potentiel mobilisable, se caractérise également par la mise en œuvre des programmes hydrauliques les plus urgents. Ces efforts, réalisés sous la contrainte des retards pressants, sont nécessairement coûteux. Très vite, il nous faudra, disposer d'un plan opérationnel de développement à long terme qui intègre expressément les préoccupations de réduction des coûts et des délais, des choix des techniques adaptées aux conditions concrètes d'utilisation des ressources en eau, et d'association progressivement généralisée des moyens humains et matériels nationaux. Dans le même temps, les déficiences actuelles en matière de gestion des réseaux et de leur entretien doivent être rapidement corrigées.

L'approche des problèmes de développement des activités industrielles se transforme progressivement mais profondément sous l'influence de l'expérience acquise par l'Algérie dans ce domaine. L'encadrement national s'est amélioré grâce à l'effort engagé dans le passé ; il est devenu capable de définir les choix et les configurations qui conviennent le mieux dans de nombreux secteurs. Cette expérience a aussi clairement démontré la nécessité, préalable à la mise en œuvre des projets, de la maîtrise des techniques et des procédés principalement au regard de difficultés liées au processus de production, à l'adaptation des produits et au développement d'activités industrielles intégrées sur le marché national. Cette contrainte que les promesses de transfert hâtifs et coûteux de techniques par la voie des « clefs en mains » et « produits en mains » n'ont pu lever, nous a conduit à exiger une maturation plus grande des projets et une meilleure formation du personnel qualifié et surtout un renforcement des capacités nationales en matière d'étude, de conception, d'engineering et de gestion des investissements. Ces orientations doivent être confirmées, encadrées et suivies avec précision à l'avenir, d'autant que la politique économique du pays, principalement en matière d'emploi, d'intégration des activités, d'aménagement du territoire et de réduction des coûts des projets, impose des configurations industrielles, des choix d'implantation et des techniques diversifiées, qui prennent en considération les conditions économiques et sociales variées de l'économie locale et nationale.

De plus, sur un autre plan, les évolutions rapides des techniques nous conduisent, dans l'optique de choix adaptés à nos problèmes, à insister dans le futur, sur le développement de la recherche et l'organisation d'articulations durables et denses entre la formation supérieure, la recherche appliquée, l'investissement et la production dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Il faut en même temps tenir compte des nombreuses interférences des choix, des techniques et des procédés avec les stratégies industrielles des grandes firmes internationales qui conduisent, au-delà de l'effort considérable interne de formation, de recherche et d'accumulation des capacités de réalisation, à accorder une attention particulière à la promotion de formes nouvelles de coopération dans les domaines de l'échange de connaissances, d'expériences et des progrès techniques, en particulier avec les pays, que leur situation confrontent à des problèmes similaires aux nôtres, parmi les pays du Tiers monde et avec d'autres pays du Nord qui choisissent de s'orienter à l'avenir vers des formes nouvelles de coopération fructueuse.

Cette exigence de mobilisation de compétences nouvelles sur une grande échelle capable de prendre en charge la maîtrise des techniques d'étude et de réalisation est également une nécessité pour mener correctement les grands programmes d'aménagement et de structuration de l'espace dans les prochaines années. Dans ces domaines, nous avons une double volonté : lever, dans des délais rapprochés, les contraintes liées aux infrastructures lourdes et d'équipements collectifs stratégiques en vue d'une occupation intensive de l'espace national, et réussir une répartition des populations et leur fixation, partout où cela est possible d'une manière durable et harmonieuse, en s'appuyant sur la mobilisation des ressources de base et sur l'existence de moyens techniques et humains suffisants pour animer le développement d'activités économiques et sociales intégrées et capables de se reproduire.

Dans toutes les régions concernées par le redéploiement des habitants et des activités, il faudra nous préparer à aborder correctement les problèmes techniques et économiques nombreux en assurant l'articulation efficace, entre la mobilisation de l'eau, la mise en valeur agricole, la nature des implantations industrielles ainsi que les formes et la densité de l'urbanisation.

Compte tenu de la dimension des moyens et de la durée des efforts nécessaires pour atteindre correctement les objectifs impliqués par l'aménagement du territoire, nous devons agir avec la participation des populations concernées, car

il s'agit d'un enjeu d'avenir pour les générations futures.

Dans ce cadre, la maîtrise satisfaisante des questions relatives à l'urbanisation, à la mise en valeur des terres et à l'organisation des rapports villes-campagnes, ne peut pas toujours être réalisée exclusivement par les moyens nationaux ou extérieurs. L'apport des régions elles-mêmes, progressivement de mieux en mieux pourvus de moyens humains à travers la répartition des cadres, l'amélioration des structures universitaires et de formation, s'avère tout autant nécessaire que décisif.

A la base de l'ensemble des programmes de développement, le succès dépend étroitement des performances en quantité et qualité du système d'éducation et de formation. La majorité des objectifs poursuivis impliquent en effet un niveau élevé de qualification de tous ordres. L'actuelle mobilisation de l'effort en direction de la mise en place d'infrastructures suffisantes, à tous les niveaux, doit nous permettre, à moyen terme, de répondre à l'ampleur de la demande. Mais, déjà, les problèmes du niveau de qualité et d'efficacité économique et sociale, voire de dimension culturelle de l'enseignement dispensé, se posent de façon aiguë aux différents niveaux du système d'éducation. Les faiblesses enregistrées sont dues en partie à la nécessité dans laquelle nous nous trouvons de faire d'abord face à l'ampleur du nombre. Elles trouvent également leur source, du fait de nos options, dans la nécessité d'assurer la démocratisation de l'enseignement.

Nous nous sommes attelés, ces dernières années à engager, avec résolution, un double mouvement de réduction des déperditions et d'orientation planifiée des enseignements dans le sens de l'élargissement de sa base scientifique et technique et de sa meilleure adaptation aux besoins qu'exprime à moyen et à long terme, l'économie. Il nous faut à l'avenir, aborder, avec franchise, détermination, imagination et ouverture d'esprit, les questions relatives à l'amélioration sensible de la qualité de notre enseignement.

Dans ce domaine, bien plus qu'ailleurs, il s'agit de réussir à mobiliser les compétences scientifiques et les capacités de réflexion, de conception et d'analyse des méthodes et du contenu des enseignements, les mieux informées de nos problèmes d'avenir, aussi bien dans leurs dimensions scientifiques que culturelle. Il faudra, en particulier, dans cette entreprise éviter les approches conservatrices et négatives qui cachent souvent dans la réalité, une certaine paresse et une peur du changement, de l'innovation et du progrès, tout autant que le mimétisme déculturant de certains modèles de matérialisme utilitaire qui inhibent nos capacités culturelles, d'autant plus que la crise mondiale actuelle les remet fondamentalement en cause.

Sur ces bases, et en améliorant en permanence la qualification de l'encadrement et les conditions matérielles et financières de fonctionnement de notre appareil éducatif et de formation, nous pourrions, non seulement, élever progressivement la rentabilité économique des gigantesques moyens que le système éducatif mobilise, mais surtout, remplir l'engagement majeur de la génération de novembre qui consiste à doter la jeunesse de connaissances scientifiques et culturelles suffisantes pour prendre en charge, dans les meilleures conditions, son destin, et d'affronter le siècle prochain avec une volonté sereine et un courage à toute épreuve.

Les modalités techniques d'une meilleure discipline de croissance démographique sont connues et bien maîtrisées de par le monde. Il suffit, pour leur assurer une large et saine diffusion, d'abattre les barricades psycho-sociologiques de l'arriération, de l'obscurantisme et des attitudes irresponsables.

Soucieux d'assurer un développement de qualité de nos enfants, il nous faut systématiquement agir pour emporter l'adhésion pleine et entière des populations dans l'entreprise de maîtrise de notre croissance démographique. Pour y parvenir, il faut d'abord lever la confusion entretenue entre population importante et rythme excessif de croissance. Ce que nous visons à réduire, c'est précisément l'excès dans ce rythme de croissance. De cette façon, nous assurerons les conditions d'amélioration qualitative dans tous les domaines, et c'est cela même qui donne à tout peuple son poids réel.

## L'emploi

En attendant que les résultats de notre politique démographique telle que nous venons de l'esquisser commencent à faire sentir leurs effets, la population en âge de travailler s'accroîtra à un rythme annuel supérieur à 4,5 pour cent.

De 4,29 millions de personnes en 1983, la population devant être employée s'élèvera à 5,58 millions de personnes en 1989. L'importance de cette population nécessitera pour sa mise au travail des évolutions décisives dans l'élargissement de la base économique, notamment dans les secteurs directement productifs.

En effet, il ne s'agit plus de créer l'emploi pour l'emploi, mais de créer des emplois productifs.

Des emplois créés sans contrepartie productive ne sont viables dans aucun système du monde, encore moins dans le nôtre, marqué par l'importance des dépenses sociales.

De fait, le plein emploi que nous visons, et que la Charte nationale nous fait obligation de poursuivre, est celui qui assure une production maximum en biens et services utiles à la société pour ses consommations, ses investissements et ses exportations.

La maîtrise de la mobilité professionnelle et géographique constitue un facteur puissant à la fois de promotion individuelle et d'accroissement des productivités du système productif. Il convient, en conséquence, de diminuer dans des proportions importantes les coûts de transferts matériels de l'emploi d'une région à une autre et d'assurer la promotion à des employés plus qualifiés grâce à une formation complémentaire que recevra le travailleur durant l'exercice de son métier.

Ce que nous voulons, c'est en fait garantir des emplois directement utiles au développement économique et social de la Nation. De plus, les développements forcément différenciés des régions nécessiteront des déplacements de cadres et de travailleurs qualifiés des régions excédentaires vers les régions déficitaires. Ces transferts d'emplois, ou plutôt, cette mobilité professionnelle et géographique, sont source de vitalité pour l'économie nationale.

Dans ce cadre, la solution du problème de notre émigration pourra être trouvée. En effet, celle-ci étant partie intégrante de notre peuple, nous sommes donc plus que jamais résolus à poursuivre la préparation des structures économiques nécessaires afin de lui assurer les meilleures conditions de retour.

En terme d'emplois dans l'agriculture, le rythme de croissance sera inférieur à 2 pour cent. Il est exact que la proportion des travailleurs de la terre a diminué durant la période entre 1967 et 1981 du fait de l'exode vers les villes.

Plus récemment, le nombre de travailleurs employés dans l'agriculture semble connaître une certaine stabilisation autour du million qui cultive la terre. Pour la période à venir, nous espérons que l'agriculture accroisse les emplois offerts en veillant à respecter l'amélioration de la productivité, en même temps que la modernisation de l'agriculture.

Nous sommes résolus à organiser et à équiper l'économie non agricole de telle façon que le nombre des travailleurs de la terre y augmente à un rythme moyen annuel de plus de 5 pour cent, c'est-à-dire à un rythme supérieur à celui de la croissance du nombre de demandeurs d'emplois.

L'élargissement des activités de transformation entraînera un dynamisme puissant dans la création d'emplois qui atteindra un rythme annuel de près de 8 pour cent. Les secteurs liés à la réalisation d'ouvrages d'infrastructures économiques et sociales en général, et de logements en particulier, devront connaître quant à eux des croissances d'effectifs de l'ordre de 6 pour cent égales à celles des secteurs des services. Le renforcement des effectifs d'encadrement du système éducation - formation et de santé continueront de marquer la création d'emploi d'un taux de l'ordre de 5 pour cent.

La politique de l'emploi à mettre en œuvre, permettra de ramener à un minimum le sous-emploi. Elle sera marquée par la permanence des emplois offerts et la priorité accordée à la création d'emplois directement productifs.

La période à venir devra approfondir et renforcer les actions que nous avons entreprises de création d'emplois de qualité. Ceci conduira à l'amélioration de la production et de sa qualité et aura pour conséquence de multiplier la création de véritables emplois directement ou indirectement.

De ce point de vue, la lutte pour l'élimination des disparités régionales s'impose par la création et l'amélioration d'activités qui répondent aux besoins à caractère régional ou national, ou les deux ensemble. L'élimination des disparités régionales impose que les structures de qualification de l'emploi régional soient améliorées afin d'éviter que nos régions ne se divisent en régions de main-d'œuvre qualifiée et de haute technicité et des régions de main-d'œuvre banale.

L'amélioration du système éducation - formation conduira à la transformation du système de formation professionnelle, à sa promotion de telle sorte qu'il deviendra un véritable système de recyclage et d'éducation permanente, lié aux besoins de l'économie.

Ces orientations trouveront leur application dans le long terme. Il importe pour notre économie et notre devenir en tant que Nation que nous nous y engageons au plus tôt.

La croissance démographique prévue d'ici 1989 entraîne des effets mécaniques d'élargissement du système éducation - formation. De même, qu'elle rend difficile les améliorations qualitatives qui constituent la clef du progrès économique et social. Parallèlement aux efforts déployés pour maîtriser le taux de croissance démographique, le système éducation - formation devra faire l'objet d'une préoccupation centrale. En effet, ses effectifs atteindront 6 600 000 élèves en 1980 - 1990, c'est-à-dire une augmentation de plus de 2 000 000 d'enfants par rapport à 1981.

Quant aux besoins de santé, ils sont déterminés par le volume de la population, l'état de développement économique et social atteint, et l'efficacité de la politique de santé engagée.

L'option pour la médecine gratuite a fait en sorte que tous les besoins s'expriment à la fois. Ceci exige la construction d'infrastructures légères à travers tout le pays et même à l'intérieur des villes et des villages. Elles devront dispenser les premiers soins et orienter si besoin est, les malades vers des structures plus spécialisées.

Le manque de médecins dont nous souffrions au début de l'Indépendance, ne se pose plus, avec autant d'acuité, le problème fondamental auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, est celui de l'insuffisance de qualification dans certaines spécialités et dans un certain nombre de régions, ainsi que d'une insuffisante répartition des médecins sur le territoire national. En revanche, en matière d'équipement, le secteur de la santé est bien doté. Il souffre toutefois, tant en quantité qu'en qualité, du manque de personnel para-médical et de maintenance. Les efforts devront donc être déployés dans l'avenir, dans ces directions de sorte à renforcer la confiance des citoyens dans le système national de santé.

## La politique de consommation

La consommation des ménages évolue à un rythme annuel de plus de 6,6 pour cent. La qualité de la consommation évoluera parallèlement, sous l'influence de l'accroissement des revenus et de l'ampleur du développement économique et social.

La politique de consommation pour la prochaine période, vise en priorité l'amélioration quantitative et qualitative. Notre modèle de consommation devra être lié à notre production et à notre mode de vie. En même temps, nous devons veiller à satisfaire les besoins en produits vitaux à des prix acceptables et en qualité satisfaisante.

Sans vouloir être une société de consommation, l'Algérie offre l'image de besoins de consommation nombreux et diversifiés, individuels et collectifs. Les différentes couches de la population et notamment la jeunesse, manifestent des exigences spécifiques. Il n'est pas possible d'affronter les exigences de la jeunesse en lui proposant les prêches ou les modes de consommation du passé, d'autant plus que la demande de consommation de la jeunesse n'est pas toujours exagérée. Il faut donc se préparer à la satisfaire, lorsque nous savons que le nombre des enfants âgés de 9 à 14 ans s'élèvera à plus de 11,3 millions et celui des jeunes âgés de 15 à 27 ans s'élèvera à 27 millions en 1990, soit une

proportion de 72 pour cent de la population globale.

Le jeune algérien sait parfaitement que son pays, en voie de développement, ne peut lui garantir encore un niveau de satisfaction de ses besoins, en quantité et en qualité, équivalentes à celles de son camarade des pays développés. Dans la période à venir, il nous faut pourtant élargir la prise en charge des besoins légitimes notamment en matière d'information, d'action culturelle et de loisirs.

## L'habitat

Il n'est pas nécessaire de rappeler que l'objectif fondamental en matière d'habitat dans la période à venir consiste en l'amélioration des conditions d'habitat quantitativement et qualitativement. Si l'on considère le taux de croissance démographique, l'on se rend compte de l'effort gigantesque à fournir pour parvenir, en l'an 2000 à des conditions satisfaisantes de logement. Cela implique que l'on développe notre système de production en matière d'habitat, de façon à fournir annuellement 125 000 logements pour la période à venir.

Quant aux orientations essentielles auxquelles doit obéir l'effort qui sera déployé dans ce domaine, elles se résument ainsi :

- enclencher un mouvement de construction en direction des agglomérations moyennes et petites de l'intérieur ainsi que vers le monde rural ;
- améliorer le confort de notre habitat par le niveau de raccordement aux diverses utilités et par la disponibilité régulière des services tels que l'eau et l'hygiène ;
- veiller à bâtir des constructions qui allient la solidité à l'esthétique ;
- veiller aux structures pédagogiques, culturelles, sociales et commerciales ainsi qu'aux structures de transport pour assurer aux citoyens un cadre de vie harmonieux et reposant.

## Transport

Dans la période à venir, les besoins de transport vont considérablement s'accroître sous l'influence de la croissance démographique, de l'élévation des revenus et de la dynamique de développement.

Cette croissance se répercutera sur tous les modes et types de transport, internes ou externes, urbain ou inter-urbain, ferroviaire ou routier, aérien ou maritime.

Etant entendu qu'il n'est pas possible de satisfaire les besoins en matière de transport, en même temps et par des moyens individuels, surtout dans un secteur où notre dépendance par rapport aux importations est grande, nous nous concentrerons dans la période à venir sur le développement des transports de masse, notamment ceux qui concernent la liaison domicile - travail.

Dans ce cadre, le transport public, notamment ferroviaire, continuera d'être l'objet prioritaire de nos efforts.

Eu égard au coût élevé de développement et de fonctionnement du transport individuel, en terme de ressources rares, son élargissement sera judicieusement ordonné en fonction de l'implantation d'une industrie nationale de moyens de transport.

Le développement du transport public dans les grandes agglomérations urbaines a commencé à retenir l'attention il y a quelques années. Les solutions qui, il y a quelques années, ont été appliquées seront approfondies dans les années à venir pour répondre de manière adéquate aux besoins de déplacement des citoyens.

Le phénomène de transport est un phénomène hautement corrélatif du développement. Dès qu'il se manifeste, il risque d'exercer sur le même développement des effets négatifs, sévères, si l'on y répond pas correctement.

Nous sommes conscients du fait que l'absentéisme, les productivités médiocres dans l'appareil de production et la mauvaise qualité des services rencontrés dans des administrations, découlent parfois d'une prise en charge insuffisante des besoins de transport des travailleurs. Il importe d'y remédier, dans la période à venir, avec détermination.

## Hydraulique et agriculture

Dans l'ordre des urgences, nous avons déjà signé l'importance et la nécessité de progrès conséquents dans la mobilisation, la distribution et la gestion de l'eau dans toutes les régions de pays.

Ce facteur est à la base de l'amélioration de la production agricole, du progrès en matière d'hygiène et de santé, et de la répartition équilibrée de la population sur tout le territoire national.

Les moyens nécessaires devront être déployés pour lever les contraintes actuelles en fonction des urgences et des besoins.

A ce titre, nous constatons que même si les coûts de mobilisation par les grands ouvrages ou d'assainissements des grandes concentrations urbaines sont élevés, les limites réelles ne sont pas d'ordre financier.

Les limites réelles à un plus grand dynamisme, dans ce domaine, se situent dans la faiblesse des moyens d'organisation et de gestion, et partant, les modestes performances des capacités de réalisation des structures diverses concernées par les problèmes de mobilisation et d'utilisation de l'eau.

C'est pourquoi, la nécessaire mobilisation à long terme des ressources en eau passe en premier lieu par l'émergence et le développement des moyens les plus rapidement accessibles, et qui concernent précisément les travaux permettant l'élimination des gaspillages sur les réseaux de l'eau déjà disponibles, et la réalisation et l'entretien facilement maîtrisables d'infrastructures de moyennes dimensions.

La seconde étape consistera en la prise en main, par les entreprises nationales, de la conception et de la réalisation des grands projets de construction de barrages, pour le stockage et le transfert de l'eau vers les différentes régions.

Cette deuxième étape revêt une importance stratégique notamment en considération des coûts, des délais de réalisation et de la diminution sensible de la participation étrangère.

Les instruments de l'extension de la petite et moyenne hydraulique, demeurent pour leur part, encore faiblement développés, notamment dans les régions steppiques sub-sahariennes, ou de fort ruissellement en montagne.

De nature souvent spécifique et variable, les techniques de mobilisation de l'eau utilisables dans des conditions qui préservent les ressources souterraines et accroissent l'utilisation des eaux de surface, doivent faire l'objet d'un effort particulier et prioritaire d'étude, de mise en place d'organismes spécialisés, et de distribution parmi les exploitants agricoles et les structures locales et régionales.

Il faut aussi prendre soin du traitement et du recyclage des eaux usées notamment celles utilisées dans les industries et les grands centres urbains.

La solution de ces questions concernant les moyens humains et organisationnels, constitue la clef de voûte du développement hydraulique. Elle conditionne tout aussi bien le rythme de croissance des moyens de réalisation nationaux, que la mobilisation et l'utilisation efficace de l'eau.

Le développement de l'agriculture, porté par l'amélioration des conditions d'irrigation et de drainage doit s'appuyer également, à l'avenir sur les résultats de la mise en valeur en sec.

Les programmes envisagés, à moyen, et à long terme, tant dans le nord du pays que sur les hauts plateaux et en zones steppiques, sont d'une toute autre nature, en ampleur et en durée que ceux entrepris dans le passé.

Au-delà de la lutte contre l'érosion, et pour la restauration des sols, ces programmes visent à réunir l'ensemble des conditions de l'extension du potentiel agricole, par une profonde réorientation de l'utilisation des terres et de l'eau et une combinaison des cultures, plus cohérente et mieux dirigée vers la couverture des besoins prioritaires d'alimentation de la population. Plus largement, il s'agit partout en fait d'une modification substantielle des modes de production existants.

Cette entreprise d'envergure exige, par sa dimension, autant que par ses aspects divers, une grande rigueur dans la programmation et l'enchaînement des actions, la garantie de coûts supportables à long terme pour l'économie nationale, et surtout une capacité de planification et d'organisation de l'action à la mesure des transformations multiples qu'elle introduit.

Les mutations profondes des conditions et des rythmes de production dans l'agriculture que le prochain plan doit engager ne peuvent se réaliser que si l'on engage un renouvellement approprié des conditions d'organisation de travail et de vie dans l'agriculture.

La liaison nécessaire entre l'hydraulique et l'agriculture ne concerne pas seulement la coordination entre les directions concernées, mais aussi la conception, la définition et le choix du contenu des projets, ainsi que les conditions de leur réalisation.

C'est l'ensemble des capacités de recherche, d'étude et de réalisation affectées à ces tâches qui doivent travailler à l'intérieur d'un cadre homogène.

L'approche des problèmes agricoles en fonction de la démarche envisagée doit se faire avec une fermeté et une volonté à toute épreuve. Il s'agit en fait de reconquérir notre espace agricole que le colonialisme a désarticulé, marginalisé et appauvri.

Dans cette démarche d'amélioration du niveau de vie dans les campagnes, l'action d'aménagement de l'espace local et de développement régional devra s'attacher par ailleurs, à prendre correctement en charge le problème du développement des activités, autres qu'agricoles, en milieu rural.

L'épanouissement des populations vivant de l'agriculture, et leur attachement au terroir, sont fortement liés à l'existence d'emplois durables dans les secteurs des services et de l'industrie tout autant qu'à la disponibilité d'équipements collectifs et sociaux.

## L'intégration économique

La préparation de l'ère de l'après pétrole, l'engagement du programme d'auto-suffisance agricole nécessitent pour être confortés que notre intégration économique soit renforcée.

Nous ne devons pas succomber au fétichisme de l'industrie pour elle-même. Il faut donc que l'industrie donne à la Nation plus qu'elle ne consomme pour fonctionner ou se développer directement ou indirectement.

C'est en respectant strictement ce critère que notre économie devra développer des industries dans les années à venir en se fondant sur des stratégies appropriées recourant selon l'intérêt économique national, au développement des industries de base ou des industries de transformation, en adoptant des choix de technologies avancées ou traditionnelles ou les deux ensemble.

Dans ce cadre de référence, nous poursuivons l'intégration de nos industries, les unes par rapport aux autres et l'ensemble qu'elles constituent par rapport au restant de l'économie, celle-ci, étant fondamentalement orientée, vers la satisfaction de besoins sociaux massifs.

D'ailleurs, les qualifications de notre main-d'œuvre ne sont pas uniformes. Elles peuvent en conséquence, à un bout de la gamme s'accommoder d'industrie à technologie relativement rudimentaire et à marché local étroit, alors qu'à l'autre bout de la gamme, nos cadres expérimentés peuvent prendre en charge des industries à technologie de pointe, et à marché national, voire international.

C'est ainsi que des industries régionales petites et moyennes peuvent parfaitement utiliser des techniques avancées, importées tout d'abord, adaptées ensuite, puis produites chez nous pour répondre à nos spécificités. D'un autre côté, des industries de grande taille peuvent avoir recours plus souvent qu'on ne le pense à des technologies anciennes.

Il s'agit donc de déterminer les types et les modalités de mise en œuvre de l'industrialisation qui dégagent, le maximum de bénéfice, renforcent notre indépendance, et assurent la croissance la plus élevée par les surplus qu'elle dégage.

Trois séries de problèmes concrets liés les uns aux autres rendent le processus d'industrialisation de l'Algérie long et coûteux, il faut les rappeler :

- la première à trait, à l'insuffisance des études qui précèdent la réalisation d'un projet, études économiques, techniques et autres. Cette insuffisance qui ne permet pas au choix de s'effectuer dans toute la clarté requise, doit être levée impérativement ;
- la deuxième série relève des difficultés relatives à l'obtention des technologies impliquées. Nous avons été rendus coutumiers dans le passé de l'acquisition

de machines, d'équipements et d'usines sans que leurs performances affichées n'aient jamais été atteintes.

A ces fins, il est nécessaire que les partenaires qui coopèrent avec nous, sachent que nous nous organiserons de telle façon que l'acquisition de technologie deviennent une réalité concrète et trouve chez nous les structures d'accueil appropriées.

— la troisième série de problèmes, découlant certainement des deux premières, a trait au coût excessif d'investissement et de production de nos industries. Il suffit de rappeler à ce sujet que notre propos n'est nullement de développer des industries pour elles-mêmes. Ne seront implantées dans notre pays que les industries à viabilité économique certaine. Celles déjà implantées seront organisées en conséquence selon cette orientation d'ensemble.

Un facteur fondamental du succès de l'industrialisation, repose sur la disponibilité d'une assise de matières premières étendue. Dans la période à venir, les efforts seront engagés résolument, et simultanément vers le développement de notre propre potentiel et la recherche de formules, notamment avec les pays frères et amis, garantissant une coopération saine dans ce domaine.

Dans les milieux des pays en voie de développement, l'industrialisation apparaît souvent, par la force des choses, comme une gageure alors qu'il s'agit dans la démarche de notre pays, d'en faire une action normale, car nous avons aujourd'hui, l'état d'esprit, les hommes et la volonté politique de le faire.

De ce fait, il est impératif que la décentralisation et le redéploiement des industries de transformation soit poursuivie afin de donner à de telles industries une vigueur nouvelle qui les rende plus aptes à répondre à l'avenir, à des besoins croissants, variés et complexes.

En règle générale, le développement industriel traverse actuellement une phase de son évolution, impliquant des changements décisifs dans l'approche des problèmes d'investissement et les conditions de leur prise en charge. L'ampleur de la demande, sa diversification impliquent nécessairement de plus en plus une organisation décentralisée, adaptée aux initiatives et aux modifications nombreuses d'orientation des programmes de production et d'investissement. Ces nouvelles orientations, pour être correctement appliquées, nécessitent des progrès rapides dans la coordination, l'encadrement et le suivi des choix, de même que des délais et des coûts réduits dans l'exécution des projets.

Nous avons dit plus haut que notre dessein en la matière consiste à implanter des industries dans toutes nos régions, pour n'en faire ni l'exclusive du nord du pays, ni une menace sur nos terres agricoles dont la préservation et l'extension constituent l'impératif d'avenir.

Nul doute que la flexibilité de notre appareil industriel s'en trouvera accrue, d'autant plus que la diffusion effective des foyers de développement à travers le territoire national sera le fait d'initiatives nationales planifiées, publiques et privées.

## L'aménagement du territoire

Dans l'état actuel des techniques que nous maîtrisons, le vaste espace dont nous disposons peut apparaître comme difficilement utilisable. Pourtant la volonté politique de mettre cet espace à contribution pour la construction d'une Algérie, que nous voulons grande, réside au cœur de notre politique d'aménagement du territoire, s'appuyant sur le développement des sciences, des techniques et des efforts sincères. Cette volonté politique fera vite émerger ces facteurs de production complémentaires que sont principalement l'eau et l'énergie, capables dès lors de transformer radicalement notre espace.

A l'échelle globale, l'aménagement du territoire revêt deux aspects complémentaires : l'un a trait à la préservation des terres agricoles menacées tout autant par l'avancée du béton, les déperditions de la force de travail rural, l'érosion et la désertification. L'autre a trait à l'occupation plus équilibrée de notre espace national.

Dans notre démarche, l'efficacité va de pair avec la gradation car les premiers espaces à reconquérir ne sont pas nécessairement ceux qui sont les plus éloignés des centres de vie actuelle.

La problématique de l'aménagement du territoire se heurte à un phénomène qui peut mener à l'immobilisme si l'on n'y prend garde. Il s'agit d'une sorte de cercle vicieux, d'après lequel les activités économiques ne trouvent pas les structures économiques et sociales qui lui sont nécessaires dans tous les points du territoire national, alors que les structures économiques et sociales, de leur part, attendent des activités économiques qu'elles leur fournissent leur raison d'être. Seule une volonté politique supérieure et des instruments de mise en œuvre adéquats permettent de rompre ce cercle vicieux.

Il apparaît donc que l'aménagement du territoire, n'est pas un luxe social que nous imposons à notre économie. Il s'agit d'une nécessité que nous impose la prise en considération de l'avenir et que nous dicte notre souci de garantir une vie digne aux générations à venir.

Bien entendu, l'aménagement du territoire requiert le long terme pour produire tous ses résultats. Il n'en reste pas moins que des actions d'aménagements du territoire sont à lancer dès maintenant au niveau des wilayates et des communes, sous leur responsabilité, pour améliorer de manière générale le cadre de vie du citoyen.

Dans cette perspective, on veillera à ce que les investissements économiques et sociaux ne soient pas concentrés dans les chefs-lieux, mais doivent être étendus à toutes les communes pour y améliorer la qualité de la vie.

## Les ressources extérieures

Nos ressources externes proviennent presque exclusivement, de la vente de nos hydrocarbures sur les marchés mondiaux. Nos recettes d'exportation en subissent toutes les vicissitudes, et les manœuvres déployées contre elles. De plus, la sécurité de nos approvisionnements énergétiques, l'épuisement naturel des volumes extraits confortent notre conviction quant à la réduction nécessaire des recettes tirées de l'exportation de nos hydrocarbures.

C'est en partant de cette réalité, que nous avons décidé de mettre un terme à la liaison qui existe entre notre développement économique et social, et l'exportation des hydrocarbures et par voie de conséquence, limiter notre

dépendance à l'égard des pays importateurs. Notre décision nous impose dès maintenant la préparation de nouvelles ressources externes susceptibles de remplacer les hydrocarbures et de produits internes qui viendront se substituer aux biens actuellement importés pour la satisfaction des besoins fondamentaux du citoyen et de ceux de l'appareil économique.

La stratégie concrète des produits exportables reste à définir. Nos exportations futures doivent en particulier dégager des ressources qui soient supérieures au plan national, aux dépenses nécessitées par le programme d'importation direct ou indirect, aujourd'hui ou demain.

C'est dire que le bilan devises escompté des productions exportables doit être soigneusement établi, avant que l'implantation des industries d'exportation ne soit considérée comme acceptable. D'autre part, ces industries doivent renforcer les industries à consommation interne et non être érigées à leur détriment.

Le respect de ces deux principes renvoie essentiellement à la nécessité de n'exporter que dans les secteurs où les productivités sont à forte valeur ajoutée et qui disposent de capacités humaines et matérielles.

Dans ces conditions, l'Algérie pourra garantir l'étape de l'après pétrole et assimiler les diverses formes du progrès technologique.

De nos jours, il existe d'ailleurs des secteurs de production et des techniques qui appellent des tailles de marché dépassant les limites nationales. Des formules de coopération régionale plus larges seront explorées et mises en œuvre dans l'intérêt commun de l'ensemble des partenaires.

La mentalité exportatrice et les démarches cohérentes qui s'y attachent auront des répercussions bénéfiques sur le marché national d'abord. Il convient de favoriser leur éclosion et leur développement non seulement à l'échelle des entreprises économiques, mais aussi au niveau de tous ceux qui sont concernés par l'acte de produire, d'une manière générale. La période à venir devra sans délai engager les réflexions et les efforts dans cette voie, d'autant plus que l'étranglement de notre base de matières premières rendent difficilement compréhensible le niveau de nos ressources en deçà d'un certain seuil car nous aurons toujours besoin d'un niveau minimum de ressources externes.

Ceci ne veut certainement pas dire que nos importations se situent aujourd'hui à leur niveau minimum. Elles en sont encore loin, malgré les efforts de réduction intense engagés ces dernières années.

L'accoutumance de notre économie à la facilité des importations doit cesser à l'avenir par le rétablissement et l'encouragement d'un état d'esprit tendant à rechercher à l'intérieur les moyens de satisfaire nos demandes et par toutes actions de nature à promouvoir la production nationale. Ensuite, par toutes les actions tendant non pas tant à protéger une production intérieure, statique en quantité et en qualité et d'un coût croissant, mais surtout, à donner ses meilleures chances, à une production nationale dynamique, du point de vue quantitatif et qualitatif et d'un coût décroissant.

Notre production nationale doit être capable d'affronter la concurrence. Pour cela, elle a besoin d'un genre spécifique de protection. Celle-ci lui sera assurée. Il faut cependant éviter qu'elle devienne une cause de stagnation et d'absence d'efforts. Elle doit contribuer à l'amélioration du rendement, à l'augmentation de la production et à l'abaissement des coûts.

Le renforcement de l'efficacité de nos entreprises de commerce extérieur, leur meilleure organisation, l'accroissement de leurs capacités de négociation, alliée à une plus grande discipline des entreprises économiques dans la programmation de leur achats externes, ne manqueront pas, de contribuer substantiellement, à abaisser les niveaux de coûts.

Les volumes et les coûts des importations doivent être réduits en liant l'importation de produits finis à celle des technologies qui les ont créés. En la matière, nous attendons de nos partenaires qu'ils répondent à notre demande d'acquisition de la technologie. De même, les coûts de nos importations sont aussi réduites par l'élimination du gaspillage de produits importés, qu'il s'agisse de produits de consommation ou de produits destinés à la production, tels que les matières premières, les produits semi-finis et les équipements. Ces derniers occupent une place prédominante dans la structure de nos importations, et devront enregistrer dans leur productivité des améliorations sensibles par leur utilisation permanente et par leur meilleur entretien, facteur de longévité.

La garantie de la sécurité de nos approvisionnements externes en terme de coût et de régularité des flux, nous impose, additionnellement à nos efforts de contrôle des importations, de mettre en place des systèmes nouveaux permettant à nos entreprises d'intervenir non seulement sur le marché des produits finis, mais graduellement sur les marchés extérieurs des facteurs de production, chaque fois que le besoin économique s'en fait sentir, et ce, en accord, avec notre démarche politique. L'Algérie doit modifier, en fonction de ses nouvelles réalités économiques de plus en plus complexes, les modalités d'exercice de son commerce extérieur. L'Algérie apparaîtra de moins en moins comme un simple acheteur de produits finis et un vendeur de matières premières non élaborées, sur les marchés mondiaux.

La définition d'autres politiques de développement de nos exportations et de productions de substitution est une nécessité, afin que ces politiques deviennent une réalité qui sert notre démarche de limitation de notre dépendance vis-à-vis des marchés mondiaux, et pour que nous puissions préparer à court terme, la prochaine étape où nos ressources en hydrocarbures ne seront plus utilisées que pour la satisfaction de nos besoins directs.

Il faut que notre action soit appelée à se développer en priorité, parallèlement à l'effort de renouveau pédagogique et culturel, en direction de l'organisation en permanence enrichie et perfectionnée de notre système économique et social.

L'actuel plan quinquennal, sur la base des orientations du précédent congrès et du congrès extraordinaire du Parti du F.L.N. a déjà forcément souligné l'importance et l'urgence des transformations, des adaptations de l'économie nationale et l'élimination des divers déséquilibres hérités de la période coloniale ou issus par la suite de notre démarche rapide de développement.

Dans ce cadre, nous avons engagé une action globale, et coordonnée dans l'ensemble des domaines, en vue d'assurer un fonctionnement harmonieux et efficace de notre économie, orientée vers l'équilibre dans la couverture de nos besoins prioritaires à moyen et long terme.

Cette action se préoccupe en premier lieu de l'élargissement continu de la base humaine organisée, qui accède et participe à l'exercice de la responsabilité économique et sociale. Là se situe le but ultime de la décentralisation que nous menons avec détermination dans ses différentes formes et dans tous les domaines où elle est nécessaire. Il s'agit dans cette entreprise, en même temps d'une volonté d'élimination des effets négatifs, coûteux et paralysants, des tendances à la bureaucratisation, que d'une orientation résolue d'assouplissement et de dynamisation de nos systèmes d'organisation économique, facilitant la croissance, l'amélioration continue de la gestion et l'adaptation aux besoins du marché.

Notre action vise également à engager durablement l'économie, vers la rationalité et l'équilibre. La réforme profonde des structures tend à mettre en place les conditions et les instruments, au niveau des opérateurs, qui soient adaptés à la maîtrise effective, dans tous les domaines, d'une saine dynamique de la croissance et de l'intégration des activités.

Cet effet se développe à travers le changement approprié des mécanismes de planification et de régulation économique, visant le développement de systèmes de gestion responsables, l'efficacité dans la mobilisation, l'utilisation des ressources et l'articulation par des mécanismes économiques et institutionnels souples, des échanges intérieurs.

Ces mécanismes concernent en premier lieu la maîtrise de l'évolution et des équilibres d'un marché de produits et services de plus en plus diversifié et dynamique dans l'avenir. Le parachèvement des réformes engagées relève de la poursuite des programmes d'adaptation des structures d'entreprise et de redéfinition conséquente de leur fonction, notamment au niveau commercial. Dans le champ des responsabilités des entreprises, doivent être en particulier développées, leur aptitude et leur capacité de réaction dans des délais satisfaisants, aux mouvements de la demande, à son ampleur et à sa nature.

Ce qui implique, simultanément, le développement de l'efficacité des instruments de coordination centrale, aussi bien dans l'allègement et le meilleur rendement des procédures qu'à travers le meilleur encadrement par le prix, le crédit et le contrôle. Ces deux catégories d'exigence appellent de nouveaux progrès dans la distribution des responsabilités aux différents niveaux de décision, national, régional ou d'entreprise, pour une prise en charge de mieux en mieux adaptée des capacités productives et d'organisation.

Cet enrichissement dépend pour une grande part d'une allocation sérieusement étudiée et prioritairement mise en œuvre des compétences disponibles, ainsi que du renforcement des activités de conception et de maîtrise technique de la mise en œuvre des programmes de production et d'échanges. La question de la disponibilité suffisante en qualité et en quantité d'une main-d'œuvre qualifiée et nécessaire pour faire face à ces tâches doit inciter à la confection de dispositifs appropriés, autant dans l'organisation des filières, de formation des carrières que des rémunérations pour mobiliser le savoir faire existant.

Il dépend aussi de la poursuite de l'effort de développement, de l'autonomie de gestion et de suppression des tutelles bureaucratiques. La redéfinition effective des compétences des administrations, des entreprises, des banques et des monopoles centraux et de leur champ d'interdépendance sera résolument poursuivie et complétée dans le sens d'une plus grande décentralisation de activités. Le développement de la responsabilité de régulation, directe par les entreprises de leurs échanges et la réduction des monopoles verticaux indépendants des entreprises de production.

Au niveau central, l'arbitrage et la coordination entre les entreprises devront dans cette perspective mobiliser, de façon bien plus déterminée, les instruments de développement, et de financement qui stimulent effectivement le développement des activités économiques et l'accroissement du rendement des moyens matériels et du travail.

Il faut que la contribution extérieure demeure une exception c'est-à-dire limitée dans le temps, dans l'espace et dans la nature des projets. Compter sur nos capacités d'étude et de réalisation de nos programmes de développement nombreux et variés, exige le renforcement de nos capacités nationales de réalisation.

L'amélioration de la productivité et l'augmentation de la production dans le secteur du bâtiment et des travaux publics doivent devenir une réalité, non seulement grâce à l'extension des investissements mais surtout grâce à l'amélioration du cadre organisationnel.

En ce qui concerne l'environnement économique de nos entreprises, nous avons commencé à améliorer par l'assainissement financier, les prix et par le renforcement de leur autonomie. Partant, ces entreprises de réalisation pourront affronter leurs commandes sans autre souci que celui de réaliser dans les meilleures conditions et sans aucun handicap. Cette démarche aura sûrement ses effets sur la baisse des coûts et des délais de réalisation au niveau de l'économie nationale.

Les programmes d'amélioration de la productivité, d'élimination du gaspillage et de baisse des coûts ne peuvent être réalisés d'une façon permanente qu'à travers une double action : l'extension du champ d'activité des entreprises, d'une part, et leur encadrement par une organisation financière capable de maîtriser d'une façon concrète les conditions économiques d'utilisation des ressources rares d'autre part.

A l'avenir, il faut qu'il soit définitivement clair aux yeux de tous, qu'une entreprise, quelle qu'elle soit, dont la consommation de ressources nationales est supérieure à ce qu'elle en produit, n'est pas acceptable. C'est sur cette base que sera appréciée l'efficacité des gestionnaires, après qu'ils aient fait de l'amélioration de la production et de la rentabilité leur objectif fondamental.

La rigueur organisationnelle qui doit être la leur, leur rejet des querelles marginales internes, et leur engagement sans faille à réaliser dans les délais et les coûts planifiés, seront, grâce à la foi de l'ensemble des travailleurs qui les animent, au niveau de la noblesse de l'objectif. Comme les stimulants moraux peuvent ne pas être suffisamment perceptibles par tous, les mécanismes de sanction positive et négative de nature économique, seront renforcés.

Il faut en effet, sous peine de démobilité des énergies, récompenser l'effort, comme il se doit, ainsi que les productivités en hausse. Les exigences prioritaires du développement de notre économie, l'imposent.

Les considérations sociales qui visent à répondre à certains besoins sans contrepartie productive, ne seront pleinement respectées et satisfaites, qu'au travers de productions accrues en quantité et en qualité. En effet, il n'y a pas de miracle qui permet de distribuer ce qui n'a pas été préalablement produit.

Les progrès de la politique financière, du crédit et des prix sont également d'une impérieuse nécessité pour garantir, suivre et contrôler au niveau central, l'équilibre de gestion des entreprises et les orienter progressivement, vers la plus grande participation à l'accumulation et à la planification de son affectation.

En effet, la période qui s'ouvre sera marquée par une bien plus grande intensité de l'effort de planification et d'investissement tant au niveau central, que dans les structures sectorielles, régionales et de production.

La complexité graduellement croissante des tâches d'élaboration, d'analyse et surtout de choix et de programmation des projets d'investissements, dans tous les domaines, impliquera des progrès considérables, aussi bien dans les techniques de planification, de l'articulation et de la coordination des plans à tous les niveaux que de la décentralisation des responsabilités de planification. Toutes ces directions d'évolution appellent, de façon bien plus décisive que par le passé, une implication plus large et plus prononcée des paramètres financiers dans la préparation des choix et des décisions pour lesquels les organes financiers doivent être adaptés.

Le Plan quinquennal a largement engagé, dans cette perspective, le développement et la décentralisation. Nous concentrerons dans les années qui viennent, l'effort vers l'amélioration continue du fonctionnement des procédures d'articulation de la planification nationale et régionale, sectorielle et d'entreprise, de leur coordination et de leur cohérence globale. Dans ce cadre, et au regard des exigences de maîtrise du développement, de l'intégration du marché national et du contrôle rigoureux des équilibres économiques et financiers intérieurs et surtout extérieurs, la qualité de l'information et son organisation efficace dans l'objectif de préparer les choix les plus adaptés et les moins coûteux, constituent à ce titre des conditions essentielles du progrès, dans la maîtrise de la conduite et la direction de l'économie nationale.

D'une manière générale, le développement des systèmes de régulation centrale, souple et indirecte, par les instruments économiques plus que par l'administration, de même, que l'efficacité de l'encadrement du marché et son contrôle à travers les prix et les crédits dépend grandement de la fiabilité du système d'information mis en place et de la qualité et la richesse de son contenu.

Sur un autre plan, la décentralisation intensifiée de la planification implique une organisation de la participation à l'élaboration des programmes, leur mise en œuvre et leur suivi suffisamment souple, mais permanent et évolutif, afin de garantir l'enrichissement à tous les niveaux des processus de choix et de gestion, ainsi que la mobilisation et le dialogue constructif et enfin de compte la cohérence interne et l'équilibre général des activités productives.

S'agissant plus particulièrement de l'évolution de la planification spatiale lors de la période qui s'annonce, les problèmes de développement qui confronteront les régions seront d'une ampleur et d'une complexité sans précédent. La prise en charge et la maîtrise sur une grande échelle des programmes régionaux intégrés, de grande ampleur, nécessite des moyens et une organisation de l'action qui posent dans une optique nouvelle, les questions de gestion du développement régional.

Par leur nature, les problèmes de transformation de l'occupation de l'espace sont fortement influencés par les objectifs sociaux, souvent bien au-delà des facteurs techniques et économiques. Leur juste solution sera toujours facilitée, dans la plupart des cas, par l'implication organisée des populations concernées, aussi bien dans les phases de choix, d'élaboration que de mise en œuvre des projets.

A travers les exigences de participation directe et organisée des populations concernées, par la définition et la gestion des grands programmes de développement local, c'est toujours le même objectif qui est poursuivi : réaliser dans des conditions convenables de délais, de coûts et de qualité, les investissements structurants nécessaires à moyen et long terme, et, assurer le maximum de rendement économique et d'efficacité sociale, aux activités auxquelles ils serviront de support.

Les démarches en cette matière, d'articulation des tâches, entre les niveaux central et local, se développent selon la même logique et les mêmes principes d'organisation économique et sociale qu'en matière de fonctionnement des activités économiques et sociales : séparation des aires de compétence entre les différents partenaires clairement responsabilisés, large association des populations, encadrement et intervention centrale, de régulation simple et évolutive s'attachant en priorité, à la mise en comptabilité des actions aux différents niveaux décentralisés et à l'arbitrage dans le sens des stratégies et des objectifs de caractère national.

C'est dans cette perspective qu'il y a le plus de chance, dans l'avenir, de réaliser, à des coûts supportables, les innovations, les progrès techniques et la mobilisation du travail dont nous avons besoin.

## CONCLUSION

Partant d'une analyse rigoureuse des faits et de la situation intérieure et extérieure, nous avons présenté un bilan franc et objectif et tracé les grandes lignes pour l'étape à venir dans tous les domaines. En procédant de la sorte, nous sommes mus par un seul but : l'édification de l'avenir de notre pays avec méthode et détermination, loin de toutes relations de dépendance et autres

embûches d'aliénation.

Notre préférence de la voie du dialogue au style d'affrontement ne signifie nullement une disposition de notre part à admettre une dépendance de quelque forme que ce soit, dans aucun domaine et à l'égard de qui que ce soit.

Tous nos concitoyens sont aujourd'hui en droit d'être fiers de nos réalisations, des acquis qui se sont renforcés et de la bonne renommée de leur pays qui s'est consolidée à travers le monde.

Nous sommes parvenus, en effet, à vaincre les déséquilibres qui limitaient l'efficacité de notre démarche de développement. Nous n'avons jamais hésité à affronter avec la plus grande fermeté les séquelles des mentalités féodales et leurs répercussions négatives dans les domaines de la politique intérieure, tout en étant résolu à engager notre économie nationale en ne comptant que sur nous-mêmes et nos propres potentialités.

Les conséquences de cette détermination militante et de la volonté politique consciente n'ont pas tardé à voir le jour, concrétisées dans la dynamique de la vie politique qu'a connue notre pays.

En effet, les activités du Parti ont évolué dans tous les domaines et embrassé tous les champs d'action. Notre diplomatie a eu un dynamisme digne de nos options. Notre développement a évolué à une allure honorable, en dépit d'un environnement mondial hostile.

Autant de résultats atteints grâce à une appréciation plus saine de la situation, à la résolution de compter davantage sur soi, à une organisation plus perfectionnée de la gestion et à une répartition plus réaliste des responsabilités.

Toutefois, ces résultats positifs obtenus dans divers domaines ne doivent pas nous dissimuler nos points faibles et les carences, surtout si l'on prend en considération le caractère ambitieux de notre projet d'avenir et l'on sait que les tentatives de porter préjudice à notre Révolution revêtent des formes surnoises et variées.

Il nous faut donc, continuer avec la même fermeté à déceler les insuffisances pour les écarter et les points faibles pour les éliminer.

Dans cet ordre d'idées, les militants doivent redoubler de vigilance et poursuivre au maximum leurs efforts pour surmonter les difficultés et élargir leur capacités en améliorant leur niveau dans tous les domaines. Le Parti pourra ainsi remplir son rôle d'avant-garde tel que fixé par la Charte Nationale. Il ne s'agit donc ni d'une tâche transitoire, ni d'une mission conjoncturelle. C'est là, une action permanente qui tient compte de l'évolution de la société et de sa marche historique.

Le militant doit donc être toujours prêt à améliorer son style d'action, à répondre à l'appel du devoir et à celui de défense de la Révolution, son souci permanent doit consister à propager la doctrine du Parti et à en faire connaître les principes. Il deviendra de la sorte, un guide et un exemple à suivre. C'est ainsi qu'il pourra remplir son devoir dans la mobilisation des masses populaires et leurs orientations de sorte qu'elles soient en mesure de défendre la Révolution qui a traduit dans la réalité nombre de leurs aspirations pour une vie meilleure.

Notre souci permanent est de garantir l'avenir de la Révolution. Les mutations profondes qui traduisent le projet de société de la Révolution algérienne et les perspectives qu'il ouvre par ses positions internationales sont de nature à nous préserver de l'exploitation étrangère et des plans impérialistes de redéploiement.

En d'autres termes, notre pays n'est pas à l'abri des menées impérialistes. C'est ce qui nous a conduit à souligner la nécessité d'envisager la défense nationale, de telle façon qu'elle puisse aller de pair avec l'esprit de la Révolution ; elle doit être populaire, globale et complémentaire comme le souligne la Charte Nationale.

Pour résister concrètement aux agressions impérialistes de toutes sortes, il ne suffit pas d'acquiescer des armes que nous ne fabriquons pas et d'adopter en matière de défense, des modèles classiques.

Il nous faut donc trouver une formule qui garantisse la défense de la Patrie et de la Révolution, conformément à l'idée que nous n'avons cessé de prôner. Réaliser la symbiose entre le Peuple et l'Armée Nationale Populaire.

Cet objectif est réalisable. Il suffit de rappeler que l'A.N.P. grâce à son passé militant, à sa composante humaine et à sa contribution à l'approfondissement des options socialistes constitue le fer de lance de l'Etat socialiste.

Nous devons donc poursuivre l'effort pour la modernisation de nos forces armées. Il nous faut augmenter leurs potentialités techniques et leurs capacités d'accéder à la technologie dans tous les domaines. En même temps, nous devons nous appuyer sur les énergies et les possibilités défensives existant au sein du Peuple. Notre expérience dans ce domaine est unique, notamment lorsque les forces matérielles en présence sont disproportionnées.

Dans cette optique, notre souci constant devra être de préserver et de réhabiliter les vertus morales, arme absolue qui a permis hier à l'A.L.N. soutenue par le peuple d'enregistrer les succès que nous connaissons ; ces vertus doivent demeurer, aujourd'hui, le substrat de l'A.N.P. qui en leur donnant une forme concrète garantira le rassemblement du Peuple autour de son armée et sera en mesure de repousser toute agression extérieure ; les vertus de sacrifice, de discipline et d'abnégation, sont à même de garantir une défense nationale permanente et moderne en conformité avec le développement du pays, ce sont elles qui permettront au Peuple de faire corps avec son armée et garantiront la mobilisation de l'Homme qui demeurera, avant la machine, le facteur essentiel de toute victoire.

C'est le souci de former un homme vertueux qui nous impose de poursuivre l'opération d'assainissement et d'amélioration de la gestion. Ce même souci requiert de porter une attention permanente au système d'éducation-formation et de culture afin de l'améliorer dans le cadre d'un vaste projet liant l'enseignement à l'économie.

Car, la prise en charge de nos projets, et dans l'avenir dans tous les domaines, repose en premier lieu sur le système d'éducation, de culture et de formation. C'est de ce système que dépend la formation des capacités et compétences dont a besoin notre pays. Il devra s'adapter aux problèmes de l'avenir et réunir les conditions requises pour un essor économique synchronisé avec une harmonie sociale ne reniant rien du passé et ne tournant pas le dos au progrès.

Les recherches de laboratoires doivent être liées aux champs d'application. Le progrès scientifique doit contribuer à enrichir la vie culturelle et spirituelle. Le chercheur croyant ne doit pas mener une vie d'ermite et s'enfermer dans une tour d'ivoire, coupé de la vie et séparé du reste du monde.

C'est que nous sommes appelés à une évolution ouverte sur le progrès dans

tous les domaines, et procédant de l'encouragement à l'effort culturel, de la promotion, de la recherche scientifique, de l'analyse intellectuelle et de l'expression adéquate des problèmes de société dans sa démarche comme dans l'édification de son avenir, de la sauvegarde de son authenticité et de la défense de la Révolution.

Dans ce cadre, nous nous devons de prendre soin de notre jeunesse, de son instruction, de son éducation, de sa formation et de son orientation. Nous sommes tenus d'appliquer plus résolument la politique que nous avons tracée depuis 1979 visant à débarrasser le système d'éducation et de formation des phénomènes hétérogènes.

Nous sommes appelés à un examen plus approfondi et à une conception plus élaborée en vue d'assurer l'homogénéité et l'harmonie de notre système éducatif au double plan de son organisation et de ses programmes d'une part, et des besoins de l'économie et de la société, d'autre part.

Elle s'applique également au développement équilibré de la personnalité du citoyen, car nous devons veiller à épargner à notre jeunesse deux sortes de risques :

— une formation coupée de la vie pratique et des parchemins inutiles ne conférant à leurs titulaires aucune garantie sur le marché de l'emploi ;

— une formation qui s'appuierait sur une appréciation mécanique des besoins de l'économie sans rapport avec les réalités.

Une telle formation ne tarde pas à se révéler impropre à assurer la qualification de la jeunesse à être en symbiose avec la vie et à s'armer pour transformer l'économie et à saisir le sens de ses tendances futures.

Nous nous devons par conséquent de garantir à notre jeunesse une formation adéquate pour l'armer de sciences et de connaissances et lui assurer un développement sain de sa personnalité, préserver ses valeurs fondamentales et la munir d'un sens critique et d'une ouverture sur le monde.

D'où l'impérieuse nécessité d'inculquer notre Histoire à nos enfants d'une façon simplifiée mais non étriquée, aisée mais non superficielle, attrayante mais non déformée. C'est aussi une nécessité pour les adultes ; il faut élaborer une méthode pour l'enseignement de l'Histoire nationale au niveau universitaire avec une nouvelle approche sortant des sentiers battus tracés par des étrangers.

Au plan économique, nous sommes résolu à mettre fin à toute sorte de dépendance et passer du rôle de simple consommateur à celui de producteur.

La même nécessité s'impose dans le domaine culturel. Nous devons briser le lien de dépendance qui nous a laissé tributaire des écrits d'autrui et de ses orientations.

Certes, nous ne sommes nullement partisans du repli sur soi. Bien plus, nous sommes résolument contre l'attitude de ceux qui érigent le rejet de l'étranger en principe. Tout au contraire, nous voulons tirer profit de tout ce qui a été écrit sur notre Histoire. Cependant, il nous faut soumettre ces écrits aux méthodes d'analyse critique afin de séparer le bon grain de l'ivraie.

Ceci implique, en plus du recouvrement de nos archives, la traduction dans notre langue nationale de tout ce qui a été écrit sur notre Histoire. Toujours dans le même esprit, il nous faut prévoir, au niveau des études supérieures, la création d'un centre des études historiques approfondies et spécialisées.

Notre démarche dans ce sens devrait avoir pour point de départ l'analyse des carences dont souffre encore aujourd'hui la formation des jeunes. D'où la nécessité de l'élaboration de programmes scolaires et universitaires qui évitent deux écueils : la démagogie et le laisser-aller.

L'organisation adéquate des structures d'éducation, de formation, de culture et de recherche scientifique et appliquée représente un point d'appui stratégique nécessaire à la politique de renaissance scientifique, de progrès technique et de transformation qualitative de notre système d'éducation et de formation.

En plus de l'encadrement des matières d'enseignement universitaire, il faut que ces structures visent à la formation de compétences au niveau supérieur qu'exigent les grands problèmes, ceux de la maîtrise des techniques nécessaires à la réalisation des objectifs de l'étape actuelle et de l'encadrement des activités d'études et de conception y afférentes.

En intégrant la dimension spirituelle et culturelle dans les programmes de l'éducation, de l'enseignement et de formation, il ne faut pas omettre de stipuler expressément que la préservation de ces valeurs n'implique nullement un repli sur soi ni une forme quelconque d'isolement et de coupure avec le reste du monde. Car nous croyons fermement à l'université de nos valeurs morales qui doivent nous servir à travers la pensée créative en solutions justes aux problèmes de société que nous oppose aujourd'hui un monde en crise.

Ceci exige de nous un effort soutenu en vue de développer et d'améliorer les moyens de communication, d'information et de diffusion de la culture que sont les médias qui doivent transmettre à la jeunesse ses valeurs grâce à une présentation attrayante que son esprit admet et qui ne rebute pas son sens esthétique.

C'est précisément le domaine de l'information et de la communication qui privilégie de nos jours les grandes puissances pour véhiculer à travers ces circuits leurs moyens d'agression et leurs procédés d'hégémonie.

Ce fait, à lui seul, suffirait à mesurer l'étendue des réalisations et des tâches à accomplir désormais pour pourvoir notre société en moyens adéquats afin de la rendre apte à affronter les divers aléas et conflits que suscite et implique notre temps. Il est incontestable que les capacités prodigieuses des puissances hégémoniques et leurs possibilités de domination sur les idées, les styles de vie et les comportements se multiplieront à l'avenir en fonction du niveau technique de leurs médias.

Il nous incombe de nous tenir prêts, quelque modeste que soit notre effort et en dépit du retard technique dont nous souffrons, à développer les moyens et réunir les conditions de la renaissance de nos valeurs et de l'affirmation de notre identité culturelle, par la mobilisation et la mise en œuvre des équipements en notre possession et des énergies et capacités dont nous disposons, de la meilleure façon possible.

Tout comme nous veillons à la promotion du citoyen algérien par sa formation à l'école et au travail, il nous faut apporter le même soin pour l'armer au double plan psychologique et culturel afin de le préserver des risques d'aliénation et de dépersonnalisation et des tentations que constituent les

modèles étrangers de consommation.

Il est cependant clair que tous ces efforts demeureront, malgré tout, vains si l'on ne s'attache en même temps à satisfaire les besoins du citoyen et d'améliorer le cadre de vie dans lequel il se meut.

Certes, beaucoup a été réalisé dans ce domaine ; les citoyens ne pâtissent plus des coupures chroniques d'approvisionnement. La crise du logement a commencé à connaître un début de résorption. Les fruits et les légumes sont réapparus en abondance sur le marché. L'appareil producteur n'est plus exposé à des pénuries continues ou intermittentes à cause des pièces de rechange, des matières premières ou des matériaux de construction. Le travail est garanti à tout le monde, à tel point que la demande en main d'œuvre demeure vive surtout en compétences spécialisées.

Il n'en demeure pas moins qu'il reste encore beaucoup à faire. C'est pourquoi il nous faut accorder la priorité au développement des instruments garantissant l'équilibre des relations sociales et la justice dans la répartition des fruits que confère le développement, en accentuant la politique de répartition des revenus intérieurs de façon à pourvoir à la grande consommation et de satisfaire les besoins des masses.

Dans le même ordre d'idée, nous nous devons de poursuivre notre démarche en vue de l'achèvement des instruments juridiques qui protègent le citoyen et lui assurent la jouissance de ses droits dans leur intégralité. Notre action doit se poursuivre dans ce sens, jusqu'à la réalisation complète de l'égalité devant la loi.

Pendant, l'amélioration du cadre de vie exige de déployer des efforts de conception et d'application dans plusieurs directions.

Il y a, tout d'abord, l'exigence d'une définition des objectifs à long terme pour le modèle de consommation que nous voulons. Les objectifs doivent être d'une clarté telle qu'ils permettent la détermination des mesures graduelles à moyen terme. C'est pourquoi cette orientation doit constituer l'une des règles fondamentales sur lesquelles doit reposer la politique économique, sociale et culturelle planifiée pour la prochaine étape, sur la base de l'orientation de la production vers la satisfaction des besoins du plus grand nombre possible et des demandes d'une consommation harmonieuse.

Toutefois, le modèle de consommation que nous voulons instituer et réaliser ne sera guère satisfaisant s'il s'applique aux seuls aspects économico-sociaux. D'où la nécessité d'adapter les politiques économiques envisagées aux valeurs culturelles dont la renaissance complète et l'enrichissement demeureront en tête des objectifs que nous nous assignons.

Partant de ce principe, il est impératif de préserver le modèle de consommation envisagé contre les aléas de l'imitation aveugle et sclérosée. C'est que les modèles étrangers entraînent dans leur sillage les mentalités de gaspillage, de luxe et d'hostilité à la dimension humaine et spirituelle dans les relations entre individus et couches d'une même société.

Il est vrai, certes, que nous aurons besoin encore longtemps d'avoir recours à la coopération extérieure, avant d'assimiler les techniques modernes. Sans doute cette situation tentera-t-elle notre jeunesse et nos universitaires à adopter l'ensemble du modèle de consommation, au sein duquel ils acquerront la technologie dont ils ont besoin.

Nous sommes appelés, dans nos rapports de coopération avec l'extérieur, à adopter un critère sélectif rigoureux, prendre l'essentiel et d'éliminer les aspects négatifs du modèle de consommation étranger qui considère l'individu ou la société comme un ensemble d'énergies automatiques en mouvement ne se déplaçant que pour réaliser de simples objectifs matériels.

Il ne s'agit à notre avis nullement de mettre la société en mesure de ne cueillir que des fruits économiques du développement, mais aussi et surtout de créer un équilibre et une harmonie entre les besoins et les exigences de trois dimensions de l'homme. Le corps, l'esprit et l'âme de façon à nous mettre en mesure de former une société attachée à sa personnalité, fière de son passé et de son patrimoine, sûre d'elle-même et de ses potentialités et bien orientée vers son avenir et son Créateur.

Telles sont les orientations principales sur lesquelles doivent se centrer nos activités et nos démarches afin de préparer la jeunesse de demain. Il nous faut donc lui assurer :

— un enseignement moderne ouvert sur le progrès scientifique, s'attachant aux phénomènes qui déterminent l'évolution qu'exige l'avenir de l'humanité : loin tout à la fois de tout repli sur soi entre les murs d'un conservatisme sclérosé et les aliénations d'une imitation de pure forme ;

— des conditions matérielles et organisationnelles assurant un développement économique, social et culturel puisant son énergie dans nos potentialités, orienté vers l'harmonie et la justice sociale, dans le cadre d'une loi garantissant l'égalité entre tous, jouissant du respect de chacun et appliquée clairement et impartialement à tous ;

— une orientation et un essor culturels débarrassés des séquelles de l'obscurantisme et du repli sur soi et qui rattache notre jeunesse à sa sphère culturelle et la relie à ses racines historiques et aux valeurs culturelles et spirituelles de son peuple.

La croissance démographique, très élevée, se poursuivra pendant les années à venir, car la politique de régulation des naissances n'aura pas de résultats à brève échéance, ce qui rendra la problématique de la satisfaction des besoins actuels et futurs encore plus complexe. Car l'augmentation des besoins dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, de la santé, des transports et de la consommation seront tels qu'ils imprimeront à l'économie non seulement des transformations quantitatives énormes, mais imposeront aussi et surtout des changements qualitatifs.

Ce résultat est réalisable si nous réussissons à promouvoir la qualification et à développer les capacités de recherches et d'étude aux niveaux stratégiques pour l'élaboration de nos programmes de développement.

Ceci implique la libération des énergies des tendances bureaucratiques, des mimétismes couteux et de l'attitude démagogique. Dans ce cadre, la mise en œuvre de mesures adéquates en vue de la mobilisation des citoyens autour des stratégies qui nous attendent et leur contribution effective à l'effort constitueront le facteur essentiel du succès de nos démarches futures.

C'est pourquoi il faudra faire participer toute la Nation à cet effort. Dans cet esprit, nous avons veillé à transformer le pays en un vaste chantier pour tous ceux qui voudraient y apporter leur propre contribution dans un cadre organisé.

La tâche est dure ; la charge est lourde ; mais nous ne perdons pas espoir pour autant. L'Algérie a connu lors des dernières années, qui ne sont qu'un instant bref de notre Histoire, une amélioration organisationnelle profonde au niveau de l'appareil producteur. Les préoccupations visant à augmenter la production et à améliorer la productivité ont été intégrées dans les plans des entreprises économiques.

Certes, la tâche de transformation et l'adaptation positive de l'économie n'est pas encore achevée. C'est pourquoi il nous faut encore veiller à la mobilisation générale des énergies créatives pour la réalisation des objectifs d'un développement économique et social que les ambitions de l'Algérie placent à un degré élevé.

Il est hors de doute que les démarches attachées à l'authenticité, à la justice et à l'impartialité assureront cette mobilisation autour des objectifs de consolidation de l'Indépendance nationale, de l'exercice intégral rigoureux de notre souveraineté et de la sauvegarde des composantes essentielles de notre personnalité.

Car les tentatives d'attenter à la Révolution algérienne dans sa finalité, et son projet, revêtent des formes sournoises et variées, ce qui implique que notre Révolution doit mener simultanément un combat dans différentes directions. Il exige la coopération de tous les secteurs de l'orientation et du système éducatif et formatif afin de fondre tous nos organes spirituels, intellectuels, culturels et éducatifs nécessaires dans un seul creuset et dans notre démarche globale pour assumer l'avenir de la Patrie dans son cadre civilisationnel.

Il faut donc apporter un soin particulier à la formation des cadres. Ils auront à s'opposer aux ennemis de la foi et de la Patrie. D'où l'importance du relèvement du niveau des cadres du secteur culturel en vue de les munir de tous les moyens scientifiques et culturels modernes, en plus de leur qualification dans le domaine propre des sources de la culture arabe, de leur maîtrise des matières et disciplines appelées traditionnellement les sciences religieuses et de l'Histoire de la civilisation arabo-islamique.

C'est dans cet esprit et avec cette préoccupation que nous avons veillé à l'achèvement et à l'équipement de l'Université de l'Emir Abdelkader à Constantine, pour qu'elle soit un centre de formation des cadres du culte et de l'enseignement des sciences religieuses, leur assurant une formation solide et authentique tout en les mettant en contact étroit avec les choses de ce monde et les familiarisant avec les problèmes de notre époque, car l'Islam qui constitue une des composantes essentielles de la personnalité nationale algérienne, implique que nous prêtions l'attention qui s'impose au problème d'une éducation religieuse saine et d'une culture islamique authentique.

En proclamant cette attitude, nous ne faisons qu'être fidèle à la tradition de nos ancêtres : la culture arabe islamique pendant ses siècles d'or ne connaissait aucune coupure ni séparation entre les sciences dites religieuses et celles dites profanes. Les savants qui ont édifié la civilisation arabo-islamique vivaient pleinement les problèmes de leur époque, assumaient leurs tâches dans une symbiose parfaite entre les exigences d'ici-bas et les perspectives de l'au-delà, embrassant la totalité des sciences et connaissances profanes de l'époque dans les domaines variés de la vie, puisées dans leurs différences sources et dans les diverses langues dans lesquelles elles ont été véhiculées.

Dans ce contexte, notre tâche se définit aujourd'hui à la lumière de cette vérité, à la fois historique et moderne. Il s'agit pour nous d'une part, de réussir les conditions d'une éducation religieuse saine à un large niveau populaire et, d'autre part, d'assurer un enseignement spécialisé qui permette de déceler les dons et aide à former les universitaires et les érudits, spécialisés dans les sciences de la religion. Il faut que ceux-ci soient en même temps au fait des connaissances de ce monde et en mesure par leur qualification de comprendre les problèmes de leur époque. Ils doivent enfin être d'une compétence telle qu'ils puissent accéder à la recherche et se hisser au niveau de l'Ijtihad, lequel, dans le cadre des principes généraux de l'Islam et des orientations fondamentales de la Révolution, leur permettrait d'accomplir cet effort d'interprétation exigé du moujtahid.

Au prix de cet effort, nous serons à même de préserver la société algérienne contre le double risque d'une déviation religieuse qui se servirait de l'Islam en tant que couverture pour se livrer à des actes de charlatanisme à des buts en contradiction avec les principes de notre religion et à la vocation de l'Islam en matière de justice sociale d'une part, et d'autre part, le risque d'une élimination de la religion de notre vie sociale, culturelle et politique sous prétexte de la modernité et de l'ouverture sur le monde.

Il est clair que ces deux risques se complètent l'un l'autre, car ils réunissent à deux, à cette étape, des adversaires qui ont en commun l'hostilité à une Révolution islamique dans son esprit et à une Religion révolutionnaire par sa vocation.

Toutes ces tâches et préoccupations que nous proclamons et qu'il nous incombe d'accomplir sont réalisables. Notre Peuple nous a habitués à répondre présent à l'appel et à être prêt à la mobilisation quand il a une vision claire du but à atteindre et qu'il assimile le message, comme il nous a habitués à l'esprit de sacrifice quand celui-ci est réparti et assumé avec justice et a pour objectif l'intérêt de l'ensemble de la Nation.

Nous sommes conscients qu'il n'est point facile pour une société donnée de réaliser à la fois le double objectif d'atteindre un niveau technique suffisant pour assurer ses besoins matériels et de jeter les bases d'une culture sauvegardant l'authenticité de sa personnalité et préservant ses composantes morales et spirituelles.

Cependant, l'idéal à atteindre est à ce prix ; c'est ce à quoi nous aspirons à travers les démarches que nous venons d'esquisser, démarches dont le succès est fonction de notre volonté à scruter au sein de nous-mêmes pour y puiser les capacités de changement et de transformation en harmonie avec l'Histoire.

Là réside l'avenir de la Nation. C'est grâce à cet effort que le Peuple sera, à l'orée du siècle prochain, capable de relever une fois encore le défi de l'Histoire.

## LE CONSEIL DES MINISTRES

### Relancer l'agriculture

Pour sa première réunion de l'année, le conseil des ministres, présidé par le chef de l'Etat, s'est penché sur des dossiers à caractère socio-économique : soutien aux petits fellahs, soutien des prix des produits de première nécessité, amélioration de l'approvisionnement des citoyens, accession à la propriété du logement.

C'est sur ce programme de renforcement en moyens de production (tracteurs, camionnettes, etc.) au bénéfice des petits fellahs, pour encourager le développement de la production agricole, qu'il nous semble intéressant de revenir particulièrement.

A nouveau, le secteur agricole revient au premier plan des préoccupations du gouvernement. Le président de la république attache une importance particulière à ce secteur stratégique. Il rappelait récemment dans un de ses discours que cette place et ce rôle de l'agriculture impliquent une mobilisation intensive de toutes les potentialités agricoles pour garantir l'approvisionnement alimentaire du pays, en quantité et en qualité, et renforcer l'indépendance dans ce domaine.

Pour cela, une politique rationnelle, dynamique, planifiée, des perspectives nouvelles à tracer pour accroître la coordination aux divers niveaux, mettre en valeur les terres, encourager les producteurs, accroître sur le marché un plus large éventail de produits agricoles.

#### L'APRES-PETROLE

Il faut rappeler que le comité central du parti avait consacré sa 3<sup>e</sup> session (3 au 5 mai 1980) à l'agriculture, et avait dessiné la politique à entreprendre en recommandant, à propos des petits fellahs, « de redonner au secteur de la petite paysannerie la place qui lui revient à l'intérieur du monde rural ». Comment ? « En garantissant les moyens nécessaires à son insertion au processus de développement et à la suppression de sa

marginalisation, le tout dans le strict respect de la loi et des principes de la charte nationale (...) ».

Des actions ont été alors engagées pour encourager ces producteurs, en supprimant un certain nombre de contraintes. Le président Chadli a du reste abordé cet aspect de la question, dans son rapport devant le V<sup>e</sup> congrès, lorsqu'il a évoqué une « certaine stagnation et des régressions dans quelques productions (...) ». Il ne faut en rechercher les raisons ni dans le comportement des travailleurs de la terre, ni dans les méthodes d'autogestion et de coopérative, comme le présentent certains, mais au contraire dans les structures et les attitudes bureaucratiques ».

Aussi est-il apparu urgent, impératif, de concevoir un train de mesures pour renforcer celles déjà prises. C'est ce qui a été fait lors de ce premier conseil des ministres de l'année 1984. Ces nouvelles décisions permettent de meilleures performances économiques dans le secteur de l'agriculture. Dans l'immédiat, l'objectif est évident : l'agriculture, plus que jamais, est un secteur stratégique et doit permettre à l'Algérie une indépendance alimentaire dans un monde où « l'arme alimentaire », le chantage alimentaire, sont utilisés par les nations puissantes.

Pour ce qui est du futur, l'Algérie a pour souci essentiel de préparer d'une manière réfléchie l'après-pétrole, pour une auto-suffisance agricole qui soit permanente. Cet impératif, le président de la République a plusieurs fois insisté pour qu'il soit un programme pour tous, à tous les niveaux.

Et, afin de garantir le succès des étapes futures, faire en sorte que l'agriculture soit une source d'accumulation, il faut la réflexion commune, des décisions concrètement appliquées, un contrôle continu et une coordination efficace. C'est la seule alternative pour l'économie de l'Algérie de demain.

\* Le deuxième conseil des ministres de l'année, le 5 février à Alger, présidé par le chef de l'Etat, a étudié et approuvé les plans de restructuration financière de vingt-huit entreprises dont cinq relevant du secteur de l'industrie lourde, cinq du secteur de l'hydraulique et dix-huit du secteur de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat.

Intervenant au sujet de cette question, le président de la République a mis l'accent sur la nécessité de concrétiser les objectifs fixés pour la restructuration financière des entreprises. Cette restructuration, a-t-il souligné, doit aboutir à l'accroissement de la production et de la productivité, à la compression des charges d'exploitation et au redressement financier des entreprises nationales.

★ LES NOUVEAUX SECRETAIRES DES MOUHAFADHAS de Annaba, Béchar, Biskra et Mostaganem, respectivement MM. Mohamed Bouricha, Benaouda Reguieg, Mohamed Saidi et Mohamed Flici. Ainsi que MM. Mohamed Boukhalfa à Guelma, Bengana Belkacem à Oum El-Bouaghi, Bachiri Menouar à Jijel et Noureddine Khelladi à Bouira.

— Le secrétaire d'Etat américain

à l'agriculture, M. John R. Block était en Algérie la semaine dernière, à la tête d'une importante délégation, pour une visite de travail. Il a été reçu par divers ministres, sa visite étant l'occasion d'élargir les échanges et de promouvoir une coopération technique et scientifique dans le domaine de l'agriculture. L'Algérie compte parmi les grands clients des USA pour le blé, le maïs, les légumes secs et les tourteaux.

### Le président Chadli reçoit les inspecteurs généraux

A l'issue de la mise en place des structures du parti et du gouvernement, le président Chadli Bendjedid a reçu le 31 janvier les inspecteurs généraux récemment installés au niveau de la présidence de la république. A cette occasion, il a précisé la finalité de l'inspection générale en tant qu'instrument de contrôle polyvalent, permanent, de l'Etat qui vient compléter l'action d'organisation étatique entreprise par la direction politique, notamment depuis le V<sup>e</sup> congrès du parti.

La finalité, a indiqué le président, est d'aider à une amélioration générale et réelle de toutes les activités de l'Etat, cet exercice de la responsabilité et la confiance mise dans les cadres étant accompagné du contrôle.

Le Chef de l'Etat a également rappelé les principaux buts de l'inspection générale : contrôle permanent de l'application des orientations et des directives, exécution des lois et des règlements, évaluation responsable du travail des cadres et des agents de l'Etat. Le contrôle doit faire ressortir non seulement les défaillances et les erreurs mais également les performances et les aspects positifs.

Il a par ailleurs insisté sur les autres aspects de la mission de l'inspection, c'est-à-dire aider à la prise de décision, proposer des solutions pour améliorer la qualité du service rendu au citoyen, répondre à l'attente de la population et adapter l'administration au progrès et aux exigences de l'étape décisive actuelle. La qualité du contrôle doit protéger les cadres et hisser l'administration au niveau des impératifs modernes, à la mesure des principes de la révolution et des aspirations populaires.

En conclusion, il a mis l'accent sur la coordination, la liaison périodique qui doivent s'établir entre les instances locales et centrales d'une part, l'inspection d'autre part, en tant qu'instrument de prévention, de rigueur au service de l'Etat et du citoyen.

#### Algérie - France

L'agrandissement et le renforcement des pistes de l'aéroport d'Alger viennent d'être confiés aux Chantiers Modernes, à Bordeaux, dans le cadre d'un contrat de 1 milliard F de francs français. Les travaux ont débuté en janvier et devraient durer 30 mois, avec une main d'œuvre de 600 personnes, dont 120 Européens.

L'accord prévoit, notamment, la livraison de 200 000 tonnes de ciments français et de 150 camions Renault pour la réalisation du chantier.

En ce qui concerne le projet de construction de terminaux passagers et fret à l'aéroport Houari Boumediène d'Alger, cinq groupements ou sociétés sont en compétition : La joint-venture française Société auxiliaire d'Entreprise (SAE)/Fougerolle, un groupement franco-ouest allemand Dumez/Hochtief, un groupement japonais dirigé par C. Itoh & Cie ; Ruterbeau et Tosti Boswau (RFA).

Les plans des terminaux ont été réalisés par le Groupement d'Etudes pour l'Aérogare d'Alger, joint-venture ouest-allemande.

Les deux unités, d'un coût estimé à 250 millions de dollars, auront une capacité d'accueil respective de 7,5 millions passagers par an (extensible à 10 millions) et de 60 000 tonnes par an (extensible à 100 000 T).

Les travaux, d'une durée de 32 mois, devront commencer début 1984.

★ M. MOHAMED CHERIF MESSAADIA, membre du bureau politique, responsable du secrétariat permanent du comité central, a présidé la semaine dernière, l'installation officielle de la commission des finances ayant à sa tête M. Salah Louanchi, et de la commission de discipline dirigée par M. Mohamed Abada.

S'adressant aux membres des

commissions respectives, élues par le comité central lors de sa 11<sup>e</sup> session, M. Messaadia a souligné l'importance de ces organismes, le contrôle financier visant essentiellement à la formation et l'éducation pour une meilleure gestion, et la commission de discipline étant une entreprise chargée de veiller à la fois au respect des principes et des lois ainsi qu'à la protection des citoyens.

# L'accord de coopération agricole Algérie-USA

Un accord de coopération agricole a été signé le 2 février, à Alger, entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique.

Cet accord, le premier du genre entre les deux pays, porte sur une période de cinq ans renouvelable si les deux partenaires le jugent utile.

Fondé sur le respect des intérêts mutuels des deux parties et leurs engagements internationaux respectifs, cet accord de coopération a pour objectif l'accroissement des échanges commerciaux de produits agricoles entre les USA et l'Algérie, l'augmentation des capacités algériennes de réception et de valorisation des produits concernés, et, enfin, la promotion et la mise en œuvre des actions de coopération technique et scientifique dans les domaines de l'agriculture décidés en commun.

Les deux parties ont arrêté une liste de domaines dans lesquels interviendra cette coopération : culture des palmiers-dattiers et maladies affectant ceux-ci, développement et mise en valeur des régions arides et des steppes, recherche agronomique, formation, développement du secteur laitier, élevage intensif du bétail, assistance technique dans le secteur combiné du fourrage et le système de commercialisation des céréales et leur stockage.

## LE DEVELOPPEMENT DES ZONES ARIDES

Si tous les domaines concernés par cet accord ont une grande importance pour l'Algérie, il en est un qui apparaît primordial dans la politique agricole adoptée par la Direction politique algérienne : le développement des zones arides et des steppes.

Concernant l'agriculture saharienne, l'accord prévoit l'étude et la réalisation en commun d'un périmètre pilote de mise en

valeur hydro-agricole, à partir de forages dans l'Albien. Ce périmètre de 1 000 hectares, au moins, servira à introduire et à adapter les techniques modernes relatives à l'agriculture, et servira aussi de cadre de formation pratique pour les futurs agriculteurs appelés à mettre en valeur le Sahara, et de perfectionnement pour les techniciens et ingénieurs sortis des instituts algériens.

Pour ce qui est du développement des zones arides de la steppe, il s'agit de l'action sur les ressources, c'est-à-dire de l'évaluation des ressources naturelles de la steppe, en particulier la connaissance des réserves souterraines en eau et la valeur des pâturages naturels, de la détermination des meilleures techniques de mise en valeur et d'exploitation de ces ressources naturelles (eau, sol, végétation), et de la mise au point de techniques de lutte contre l'érosion, l'ensablement, la désertification.

Il est prévu, en outre, la création d'exploitations d'élevage dans la steppe, pouvant être généralisées progressivement. Il est question de déterminer la dimension optimale, les normes techniques et économiques d'exploitation des pâturages et des troupeaux, et de régénération de la végétation de façon à constituer un modèle d'exploitation moderne et rentable, pouvant faire vivre une famille d'éleveurs, sans avoir recours au nomadisme.

L'évaluation des qualités fourragères et industrielles des plantes de la steppe, inconnues et non mesurées jusqu'ici. Ces plantes ont un potentiel très intéressant qu'il serait nécessaire de connaître pour étudier, par la suite, les conditions de les exploiter. Ainsi, à titre d'exemple : le jujubier : aliment de bétail et huile industrielle ; l'acacias : insecticides, plantes à latex et autres pour des caoutchoucs et cosmétiques.

Autre domaine de la coopération, la recherche agronomique qui porte sur la recherche sur le bayoud, les moyens de lutte, chimique et les moyens génétiques par la recherche de variétés de palmier résistantes au bayoud, les moyens de lutte chimique et les moyens génétiques par la recherche de variétés de palmier résistantes au bayoud et donnant des dattes de 2<sup>e</sup> qualité.

(APS)

★ UNE DELEGATION DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE a été reçue au Caire par le président égyptien et a fait savoir que l'Egypte avait « exprimé le désir de réintégrer l'O.C.I. ». Elle en avait été exclue en 1979 à la suite des accords de Camp David.

★ LE PRESIDENT CHADLI BENDJEDID a promulgué des décrets portant nomination de nouveaux walis : MM. Aït Abderrahim Chabane, wali d'Alger, précédemment wali de Constantine, Ahmed El-Ghazi, wali de Tizi-Ouzou qui était wali d'Alger, Sidi Saïd Hamid, wali de Constantine, auparavant wali de Tizi-Ouzou.

★ M. TALEB AHMED IBRAHIMI, ministre des Affaires étrangères, a eu un entretien, en Mauritanie, avec ses homologues mauritanien et malien avant de se rendre à Dakar pour une visite d'amitié et de travail. Il a été reçu à cette occasion, par le chef de l'Etat sénégalais, le président Abdou Diouf.

De son côté, M. Messaoudi Zitouni, ministre des Industries légères, s'est également rendu à Dakar où il a co-présidé les travaux de la troisième session de la commission mixte de coopération algéro-sénégalaise.

## SOMMET DES ETATS SAHELIENS :

### Une sécheresse dramatique

Le comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) a décidé de créer un fonds du Sahel « capable d'assurer » aux pays de la région « des ressources sûres et prévisibles », a décidé la 6<sup>e</sup> conférence des chefs d'Etat du CILSS, à Niamey (Niger). Dans leur communiqué final, les chefs d'Etat lancent un « appel pressant à la communauté internationale, à la prochaine conférence des pays industrialisés, à l'ONU, à l'organisation de la conférence islamique et à tous les pays pour qu'ils suscitent un regain d'intérêt « en faveur des pays sahéliens et soutiennent le nouveau fonds du Sahel. Ces pays sont le Cap-Vert, la Gambie, la Haute Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.

La situation sur les plans alimentaire et agricole de ces pays est dramatique du fait de la sécheresse et ils accusent un déficit céréalier de 1,6 million de tonnes, le double de

celui enregistré en 1973, année considérée comme la plus noire de la grande sécheresse des années 70. La zone de sécheresse au Sahel a progressé entre août 1982 et août 1983 de 150 à 200 km par endroits, détruisant des zones pastorales traditionnelles. Le secrétaire général des Nations Unies a d'ailleurs entrepris une tournée dans ces pays, exprimant sa « très vive préoccupation » face à une « urgence qui requiert l'attention et l'action de la communauté internationale tout entière. »

Il a affirmé qu'en 1984, cinq millions d'enfants africains allaient mourir et cinq autres millions seraient handicapés à vie, du fait de la malnutrition, de la faim et des maladies. Selon lui, une action immédiate est nécessaire pour lutter contre les problèmes économiques et de subsistance de l'Afrique, un continent qui abrite la plupart des pays les moins avancés du monde.

## LIBAN

### La guerre menace à nouveau

« La bataille qui s'annonce est inévitable », a déclaré M. Walid Joublatt, leader du PSP et président du Front de salut national libanais, opposé à la politique du président Gemayel, confirmant ainsi les craintes déjà exprimées d'une reprise de la guerre civile au Liban.

M. Joublatt, qui accuse le gouvernement de préparer une vaste offensive contre les forces progressistes, estime que le plan de sécurité proposé par M. Gemayel par l'intermédiaire de l'Arabie

Saoudite est inapplicable et que les discussions en cours à ce sujet sont « une perte de temps ».

« Une solution avec les phalangistes est impossible », a-t-il indiqué affirmant qu'il ne pouvait y avoir de règlement au Liban aussi longtemps que les questions politiques de fond ne seront pas résolues. Il a demandé à cet effet la reprise de la conférence de dialogue national libanais qui avait tenu une première session en novembre dernier à Genève.

A Beyrouth, les combats ont repris la semaine dernière dans la banlieue sud entre les forces d'Amal et l'armée libanaise, faisant au moins deux morts dans l'armée. Deux cent treize personnes au moins ont été tuées au cours du mois de janvier au Liban, dont près de cent lors du raid israélien sur Baalbek au début du mois. En Cisjordanie occupée, l'armée israélienne a tiré sur des enfants, un jeune palestinien de 15 ans a été tué, et deux autres blessés à Naplouse.

Ils manifestaient leur opposition à l'occupation israélienne en lançant des pierres aux soldats. L'an passé, neuf jeunes Palestiniens ont été tués par balles, dans des circonstances analogues par l'armée d'occupation.

Enfin, une nouvelle tentative d'attentat contre la mosquée d'Al-Aqsa, à Jérusalem (Al-Qods), a été déjouée à temps, les gardiens de la mosquée ayant surpris un commando civil israélien venu avec des caisses d'explosifs. Plusieurs attentats à l'explosif ont eu lieu ces derniers mois contre des mosquées et des églises, notamment à Jérusalem, revendiqués par des groupes extrémistes juifs.

## NON-ALIGNED

### Décoloniser l'information

Le droit à l'information est une revendication fondamentale. Soixante-huit ministres de l'information des pays non-alignés se sont réunis du 26 au 30 janvier à Djakarta (Indonésie) pour en discuter. La délégation algérienne était conduite par M. Noureddine Skander, secrétaire général du ministère de l'information.

Dans leur déclaration finale, les 70 pays participants dénoncent le « déséquilibre » de l'information dans le monde, refusent le monopole de fait des grandes agences de presse internationales (Reuter - AFP - UPI et Associated Press).

Cette première conférence des ministres de l'information des pays non-alignés a mis en relief la nécessité de décoloniser l'information à travers une politique concernant à publier davantage d'informations sur les autres pays membres des

non-alignés, de formation de journalistes, d'échange d'expériences entre pays en développement et la création d'infrastructures et de systèmes à même de rétablir l'équilibre face à un flux de l'information largement défavorable aux pays du Tiers monde. Les participants ont également estimé que la structure actuelle de l'information au niveau mondial faisait peser de « sérieuses menaces » sur l'identité culturelle des pays du Tiers monde. Ils ont réaffirmé leur soutien à l'UNESCO et, vivement critiqué le retrait des Etats-Unis de cette organisation internationale.

A noter que déjà, une cinquantaine d'agences nationales de presse des pays en développement échan- gent leurs informations dans le cadre du « pool des agences de presse non-alignées » (Nanap).

## logement en foyer

# Ce ne sont pas les expulsions qui régleront le problème

**Les conflits qui affectent depuis plusieurs mois de nombreux Foyers de résidence sont entrés dans une nouvelle phase. 29 résidents du Foyer de Gennevilliers (115, Avenue des Grésillons) ont comparu le 27 janvier devant le tribunal de Nanterre. Le même jour, une partie des résidents du Foyer de la Commanderie (Porte de la Villette) a été convoquée au tribunal d'instance du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris.**

La Sonacotra, propriétaire du 1<sup>er</sup> Foyer, et le Bureau d'Action Sociale (B.A.S.) qui gère le second, vont-ils parvenir à résoudre par la force des baïonnettes le problème humain qu'est le logement des travailleurs immigrés isolés ? C'est la question qui se pose aujourd'hui et qui intéresse des centaines de résidents qui, non seulement, sont logés dans des conditions lamentables, mais encore, doivent faire face à des fortes augmentations de loyer injustifiées.

Les conflits qui se sont déclarés en avril dernier dans les deux Foyers sont des exemples typiques du malaise qui caractérise le logement en foyer. A Gennevilliers (voir le n° 55 de « La Semaine »), les résidents ont dû se résoudre à la grève des loyers après que la Sonacotra ait décidé unilatéralement, d'une hausse de 28,53 % de ces loyers pour 1983. A la Commanderie, le B.A.S. a décidé de procéder à un rattrapage des montants du loyer, après le blocage des prix du 1982, mais refuse d'effectuer les travaux indispensables réclamés depuis plusieurs années (« La Semaine » n° 71).

Dans un cas, comme dans l'autre, les deux directions ont voulu imposer leurs décisions sans tenir compte ni de la réalité de la situation des résidents, ni de leurs revendications et encore moins de leur avis. A la demande de concertation et de négociation des résidents, elles ont constamment répondu par des tentatives de division, des intimidations et des menaces. Menaces de faire des saisies sur salaires, menaces d'expulsion... jusqu'à la suspension des prestations (chauffage, eau chaude, blanchisserie) en plein hiver au Foyer de la Commanderie.

Depuis le début des conflits, en avril 83, l'attitude des deux directions se résume à un seul mot :

intransigeance. Les nombreuses associations et les syndicats qui soutiennent les résidents ont vainement tenté d'infléchir cette attitude.

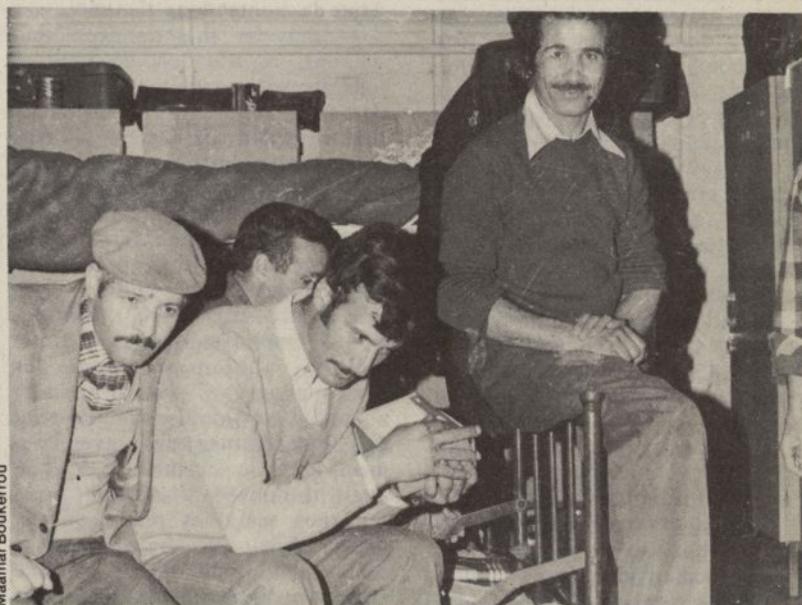
A cause de cette intransigeance, les deux conflits ont abouti devant les tribunaux. Pour le Foyer de Gennevilliers, le jugement sera rendu le 2 mars prochain. En ce qui concerne celui de la Commanderie, l'audience du 27 janvier a donné lieu à une tentative d'arrangement à l'amiable qui semble d'ores et déjà avoir l'agrément des résidents. En sera-t-il de même pour le B.A.S. ?

### EVITER LE PIRE

Quelle que soit l'issue finale de ces deux conflits, il est impensable qu'elle puisse dissiper en elle-même le malaise du logement en foyer. Celui-ci requiert une solution globale pour laquelle une attention particulière des pouvoirs publics est indispensable.

Malheureusement, pour le moment, l'attitude des patrons de Foyers semble recevoir l'aval du secrétariat d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés. Celui-ci a même préparé un projet d'intégration des Foyers à l'ensemble du parc H.L.M., qui dit-on, sera bientôt soumis au Parlement. Une fois adopté, ce projet se traduira par un statut de locataires pour les résidents et entraînera le paiement séparé du loyer, des charges et des prestations. C'est-à-dire, à coup sûr, des augmentations substantielles.

Seule compensation pécuniaire prévue par le secrétariat d'Etat : l'instauration du système APL (aide personnalisée au logement) qui ne bénéficiera qu'aux plus démunis. Pour les autres, ceux qui touchent un salaire à peine décent,



**Vivre en foyer n'est pas un choix que l'on peut faire de gaité de cœur.**

il faudra payer la sauce. Leur situation actuelle, en comparaison de ce qui les attend, paraît une sinécure !

Le projet d'intégration ne semble donc pas avoir pris en compte les éléments essentiels qui caractérisent le logement en Foyer. A savoir : que c'est en partie l'argent (des allocations familiales qu'ils ne touchent pas) des résidents qui a servi à la construction des Foyers ; qu'ils doivent faire face à une double dépense, pour leurs familles restées au pays et pour eux-mêmes, en France ; que leurs conditions de logement (chambre de 10 m<sup>2</sup>, cuisines, toilettes et douches communes...) n'ont rien de comparable à celles des familles réunies, installées en HLM. Et puis, leur seul isolement ne suffit-il pas à les

distinguer des personnes menant une vie normale ? Est-ce de gaité de cœur qu'ils ont choisi de loger en Foyer ?

Autant de facteurs qui méritent la plus grande considération et que les pouvoirs publics ne devraient pas ignorer dans toute tentative pour solutionner — de façon équitable — le logement en foyer. Il est à espérer qu'il n'est pas trop tard pour y penser. Et qu'un débat regroupant tous ceux qui sont intéressés par ce problème — y compris les résidents — aura lieu pour éviter le pire. Les travailleurs immigrés en ont déjà assez des problèmes du racisme et de l'emploi.

En attendant, ce ne sont pas les expulsions qui arrangeront les choses. ■

### Aide à la réinsertion en Algérie

**Les mesures d'aide au retour volontaire des Algériens dans leur pays sont arrivées à échéance le 31 décembre 1983. Les dossiers d'aide au retour et de formation déposés avant cette date seront normalement instruits.**

## Qui va payer ?

En présentant ses vœux pour la nouvelle année, le président français a clairement exprimé la volonté politique gouvernementale de mener à bien l'indispensable mutation technologique des industries « Pour affronter victorieusement la concurrence, a-t-il notamment indiqué, nous avons devant nous (...) un obstacle majeur, c'est le vieillissement d'une partie de notre appareil industriel qu'il faut adapter au changement prodigieux et accéléré des techniques, en formant hommes et femmes aux emplois qu'exigent ces techniques.

Voilà donc le mot clé du plan qu'élabore actuellement le gouvernement : la formation. Il se trouve que c'est précisément ce volet qui a conduit aux événements de Talbot-Poissy dans la mesure où, jusqu'à présent, « l'immigration a toujours constitué une réserve de main d'œuvre déqualifiée, sous-payée et docile entre les mains du patronat. » (1)

On sait maintenant qu'il y aura plusieurs autres « Talbot » durant l'année 1984. En effet, tous les grands groupes industriels, et en particulier ceux de l'Automobile, sont concernés par la mutation technologique et donc par la question des prétendus sureffectifs. D'aucuns chiffrent à 50 000 le nombre des postes « en trop » dans la seule industrie de l'automobile, précisément. Tout le problème consiste désormais à se demander comment on peut faire face à cette nécessité (la modernisation) sans courir de nouveaux risques (tels que le conflit social de Poissy).

Déjà, le 11 octobre 1983, M. Jack Ralite, ministre français de l'emploi, explicitait à l'Assemblée Nationale la future politique gouvernementale en la matière : « Nous ne pouvons pas toujours sauver tous les emplois. Cela étant, nous devons tout faire pour sauvegarder la réalité de l'emploi en fournissant un effort exceptionnel de formation, d'organisation du travail, de réduction du temps de travail, un effort pour prendre en compte les facteurs humains. » En d'autres termes, il s'agit de passer d'un traitement social du chômage (traitement d'exclusion) à un traitement économique de l'emploi (finalité d'insertion économique). (2)

De fait, les attermolements du passé, le refus des précédents gouvernements d'assumer toutes leurs responsabilités en ce qui concerne la transformation des industries, la casse de certains secteurs économiques, le redéploiement ou le dégraissage de certains autres, tout cela a bel et bien rendu inéluctable le remplacement de milliers

d'hommes et de femmes par des machines ultra perfectionnées et dont le mérite est de ne pas poser des problèmes autres que... techniques.

### DES MILLIERS DE LICENCIEMENTS...

La dégradation de la situation est telle que, simultanément et peu après l'évacuation de l'usine Talbot, à Poissy, par les C.R.S. plusieurs groupes industriels ont annoncé des nombres impressionnants de suppressions d'emploi.

— Dans les charbonnages, tout d'abord, la situation de plus en plus morose conduit tout droit à des compressions brutales, malgré tout ce qu'on affirme par ailleurs (Le Monde du 13 janvier 1984, p.26). Les directions des Houillères du Nord-Pas-de-Calais, du Centre-Midi et de la Lorraine ont annoncé dans leurs prévisions communiquées aux syndicats environ quatre mille (4000) suppressions d'emploi mais selon Georges Valbon, ancien président des Charbonnages, il faut s'attendre au moins au double, compte tenu de l'insuffisance des investissements dans le secteur. M. Valbon avait donné sa démission voici quelques semaines parce que le gouvernement lui avait refusé la somme d'un milliard et demi de francs qu'il juge nécessaire au sauvetage des emplois dans le domaine minier.

2 000 emplois supprimés dans le Nord, 1 162 dans les différents bassins du Centre-Midi (Aquitaine, Loire, Auvergne, Blanzay, Dauphiné, Cévennes et Provence) et 760 emplois en Lorraine, tel est l'objectif des différentes directions qui envisagent, par ailleurs, une diminution plus ou moins importante de la production.

### D'autres « Talbot » en 1984 ?



— Dans le textile, la situation n'est guère plus brillante puisque la direction de la Compagnie Boussac Saint-Frères (C.B.S.F.) a confirmé aux représentants des syndicats que les conclusions des experts préconisent la suppression supplémentaire de 1886 emplois. De même, l'entreprise entend-elle vendre totalement ou partiellement certaines de ses filiales.

En réalité, il faut ajouter à ces 1886 licenciements la suppression de 1343 emplois annoncée l'an dernier et actuellement en cours, ce qui porte le nombre réel à 3 229 postes supprimés soit 18 % du total actuel des salariés (18 000 personnes).

Après avoir été reçue par le ministre de l'Industrie et de la recherche, M. Laurent Fabius, le 12 janvier dernier, la direction fixe à quelque 900 millions de francs les investissements publics dont elle aura besoin pour maintenir ses activités.

— Dans la sidérurgie, les effectifs étaient de 12 093 personnes à la fin décembre 1983. Or, voilà que M. Claude Dolle, P.-D.G. de Sacilo, en présentant le second volet de son plan acier annonce une réduction de 1 600 à 2 000 postes. Celle-ci concerne la division « produits plats » (tôles). Pourtant, en 1982, le Groupe croyait fermement à un accroissement, faible mais réel, des effectifs (12 265 personnes).

Les sombres perspectives de l'acier en Europe et dans le monde font également apparaître que la production tombera de 13 % d'ici 1987, soit 3,324 millions de tonnes contre 3,75 millions dans le plan précédent. Il faut ajouter ces conséquences sociales du nouveau plan de restructuration à celles annoncées en décembre 1983 pour la division « produits longs ». On

avait annoncé, à l'époque, d'ici à 1988, environ 2 600 suppressions d'emplois qui renforceront les 1 373 déjà inscrites dans le plan.

D'ores et déjà, les syndicats sont extrêmement inquiets car ils pensent que le nombre réel des licenciements sera encore plus élevé. Quelques uns estiment à 2 200 postes les emplois menacés, surtout dans les sites du « laminage à chaud », du « train à froid » et des services centraux. En outre, Sollac chiffre ses besoins en investissements pour les trois années qui viennent à 6,2 milliards de francs dont 1,3 milliard pour les remboursements des emprunts.

### UNE TRISTE CONJONCTURE

Le plan de modernisation est totalement tributaire, juge la Direction, du montant effectif de ces investissements.

Dans cette triste conjoncture pour la Gauche, quel va être le devenir des communautés immigrées et d'abord de notre communauté ? Ce n'est un secret pour personne — l'affaire Talbot-Poissy est encore venue pour le confirmer une bonne fois pour toutes — que les travailleurs immigrés sont toujours les premiers visés en cas de licenciement comme aussi ils sont les derniers à qui on fait appel désormais lors des recrutements.

L'action de restructuration des entreprises, tantôt appelée mutation technologique tantôt modernisation des industries, présente deux aspects, l'un négatif et l'autre peut-être positif : le premier a trait aux suppressions d'emplois présentées comme inéluctables, tandis que le second concerne les investissements et surtout la formation.

Le débat actuel, devenu critique en son fond comme en sa forme, au point de multiplier les contradictions eu égard au rôle traditionnel des syndicats et des partis de gauche, va de plus en plus tourner sur la place de la formation professionnelle dans le processus de restructuration. Certains, comme les ministres de l'emploi et de la formation professionnelle, voudraient que les entreprises prennent en charge la formation de leurs salariés aux techniques nouvelles ou aux emplois de substitution. D'autres, comme le ministre de l'Industrie, cherchent dans les suppressions d'emploi un allègement effectif des charges pour les dites entreprises, le rétablissement d'une saine trésorerie, perspective à une relance des investissements privés.

### UNE TROMPERIE ?

Depuis l'« expérience Talbot », vivement dénoncée par la C.G.T. et la C.F.D.T., le gouvernement entend maîtriser la situation et ne pas laisser les entreprises conduire leur restructuration comme bon leur semble. Ainsi, il répond favorablement aux revendications essentielles des deux grandes centrales syndicales qui préconisent la concertation, la discussion et la négociation entre toutes les parties intéressées.

Pourtant, dans les faits, la situation des travailleurs immigrés,

malgré Talbot-Poissy, n'a pas évolué de beaucoup. Le Gouvernement a confirmé « l'inéluctabilité » du Retour, tout en se prononçant pour une redéfinition des conditions générales de la réinsertion dans les pays d'origine, et d'abord en ce qui concerne les mesures d'accompagnement social. Parmi ces mesures, et au premier degré, la formation professionnelle. Il se trouve que tous les travailleurs immigrés, en majorité analphabètes, considèrent cette formation comme « une tromperie ». Donc, ils la refusent et proposent un Retour justement rétribué dans la mesure où, disent-ils, un ouvrier, père de trois enfants qui demeurerait en situation de chômage et de formation en France pendant trente-six mois, coûterait aux pouvoirs publics environ 204 000 francs.

Car, en vérité, « l'O.S. immigré peut-il espérer devenir ce travailleur de l'an 2000 » même si la lutte pour l'alphabétisation, la culture et la formation semble efficace à certain syndicat ? Il est vrai que les demandes de retour au pays « faites par certains travailleurs immigrés de Talbot, ne devraient pas être étendues indistinctement aux travailleurs immigrés de l'automobile, en général et, a fortiori, à tous les travailleurs immigrés demandeurs d'emploi. » (3)

Les innovations technologiques (robotisation, automatisation) étant appelées à se développer très vite et très fort, il apparaît surtout urgent de poser — Et si besoin entre gouvernements d'origine et d'accueil — les conditions sociales de cette évolution : formation-coopération, programmation de postes dans les secteurs concernés etc.

Dans son rapport-bilan au Cinquième Congrès du Parti, notre organisation a mis l'accent sur le sens et les conséquences des événements auxquels on assiste comme de ceux qui se préparent dans les charbonnages, les constructions navales, la sidérurgie, le textile etc. Partout, nos travailleurs seront



**Une formation distillée au compte-goutte**

durement frappés, et il n'y a pas lieu d'en douter quand on considère le plan que prépare activement le gouvernement du pays d'accueil.

La Formation, jusqu'ici distillée au compte-gouttes, a eu pour effet de cantonner nos ressortissants dans des secteurs d'activité durement frappés depuis une dizaine d'années par la crise et donc les premiers concernés aujourd'hui par les mutations profondes qui se préparent.

#### LA VERITE EN QUELQUES CHIFFRES

Le secteur du bâtiment est celui qui emploie le plus grand nombre de nos travailleurs (plus de 39 %). Il est suivi par les industries mécaniques et électriques (17 %), le commerce et l'hôtellerie (9,7 %) et la transformation des métaux (5,2 %). Le reste se répartit entre les transports et certaines industries. Mais d'une façon générale, « et pour les raisons déjà évoquées, les travailleurs algériens occupent, encore aujourd'hui, des postes à faible niveau de qualification. La répartition par niveau s'établit de la manière suivante :

- 27,3 % de manœuvres
- 46,3 % d'ouvriers spécialisés

- 27,7 % d'ouvriers qualifiés
- 3,2 % d'employés
- 0,3 % de techniciens ; » (4)

Il se trouve que, pour toutes ces catégories professionnelles, nos travailleurs sont tributaires d'une grande instabilité, compte tenu de leur faible niveau scolaire.

« La récession économique qui frappe les pays industrialisés en fait les victimes toutes désignées du chômage. Rien que dans le secteur du bâtiment, on constate une baisse impressionnante du nombre de travailleurs algériens. Entre 1974 et 1981, leur présence dans ce secteur a diminué de 40 % alors que dans le même temps 3,9 % des travailleurs français étaient touchés. » (5)

La seule catégorie sociale de notre communauté qui pourrait attendre quelque chose de positif de toutes les propositions actuelles et d'abord du plan élaboré par le gouvernement du pays d'accueil est celle dite de la 2<sup>e</sup> génération. Selon une étude de 1982, il y aurait aujourd'hui 84 930 élèves dans l'enseignement secondaire dont seulement 10 % peuvent prétendre achever leur cycle d'études et accéder aux enseignements supérieurs.

Il y en aurait donc plus de 60 % qui devront quitter le cursus scolaire pour celui d'une hypothétique

formation professionnelle. C'est donc dans ce cadre, et dans ce cadre essentiellement, que les prochaines négociations devraient se situer en ce qui concerne la formation professionnelle afférente à la restructuration des entreprises. Car il n'est ni pensable ni acceptable que les jeunes de la 2<sup>e</sup> génération se retrouvent dans les mêmes conditions socio-professionnelles que leurs parents, c'est-à-dire confinés aux emplois les plus pénibles, les moins rémunérateurs et de surcroît sans qualification réelle.

Malgré les nombreux textes publiés depuis, on sait que dans le domaine de la formation les résultats sont significatifs : 2000 stagiaires algériens de 1950 à 1970 !

Dans la plupart des industries, « la restructuration des grandes entreprises va se traduire dans un futur très proche par le licenciement de milliers de travailleurs, étrangers en général, algériens en particulier. Il est clair que sans aucune possibilité de reconversion dans des secteurs analogues du fait de leur faible niveau de qualification, ils sont condamnés à rester des demandeurs d'emplois devant lesquels toutes les portes demeureront fermées. Après avoir épuisé leurs droits en matière d'allocation-chômage, il est évident que la seule voie qui s'offre à cette catégorie de nos ressortissants est le Retour ». Déjà, la Direction des Personnels de la Régie Renault vient d'annoncer la préparation d'un plan dans lequel figurent plusieurs milliers de suppressions d'emplois tout en se défendant de vouloir aboutir, comme ce fut le cas, à Poissy, à des solutions brutales...

A. C.

1 - 2 - 3 : *Presse et Immigrés en France n° 113, décembre 1983*

4 - 5 : *Rapport-bilan de l'Amicale des Algériens en Europe au V<sup>e</sup> congrès du Parti, Alger décembre 1983.*

*Le Monde du 26 décembre 1983.*

*Le Monde du 13 et 24 janvier 1984.*

## LE PRESIDENT MITTERRAND

### « Attention au racisme... »

« Le racisme est une lèpre. L'âme du pays peut s'y corrompre... » a affirmé, en parlant des travailleurs immigrés, le président François Mitterrand dans une longue interview publiée, le 2 février, par le quotidien « Le Parisien Libéré ».

Cette interview portant sur un certain nombre de sujets comme la crise économique, l'avenir de l'Europe, le Liban, le Tchad, les institutions, comporte deux questions concernant les travailleurs immigrés.

Les réponses du chef de l'Etat français méritent qu'on les reproduise intégralement :

★ A propos de liberté et de justice, devant quelle énorme difficulté se trouve la France face à ses travailleurs immigrés !

A une époque encore récente, celle des années de croissance, des camions

remplis d'immigrés recrutés au Maghreb ou en Afrique noire amenaient en France des dizaines de milliers de travailleurs dont les grandes entreprises estimaient avoir besoin. Aujourd'hui, l'extension du chômage pose deux interrogations : com-

ment enrayer le mouvement qui porte les travailleurs des pays en développement à venir très nombreux chez nous, souvent illégalement ?

Comment inciter les immigrés installés en France et qui se trouvent sans travail à revenir dans leurs pays d'origine ?

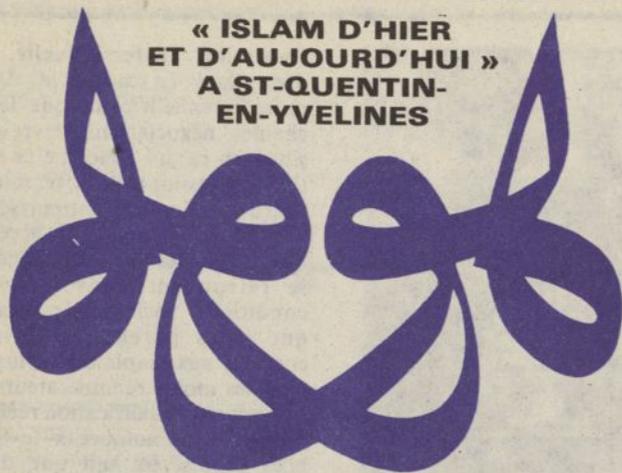
Alors qu'un formidable effort est engagé pour moderniser notre économie et que le chômage atteint durement deux millions de familles, la tentation de chercher des boucs émissaires est forte : si tout va mal c'est la faute des étrangers ! voilà un thème très répandu. J'ai plusieurs fois tenu à témoigner pour les immigrés en soulignant l'importance des services qu'ils nous rendent. J'ai reçu à l'Elysée les marcheurs pour

l'égalité, ces jeunes fils et filles d'immigrés, et je suis allé les voir chez eux pour marquer mon refus de cette contagion. Attention au racisme : c'est une lèpre. L'âme du pays peut s'y corrompre. Les étrangers, installés régulièrement, ont des droits qui seront respectés. Mais la France ne peut accueillir les clandestins. Au terme d'une procédure judiciaire, suivant les formes prévues par la loi, ils sont et seront reconduits hors de notre territoire.

★ Comment ne pas rendre trop amers les retours ?

Nous réglerons chaque cas avec les intéressés eux-mêmes et les autorités de leur pays d'origine, le gouvernement mettra au point les aides appropriées.

« ISLAM D'HIER  
ET D'AUJOURD'HUI »  
A ST-QUENTIN-  
EN-YVELINES



★ « Islam d'hier et d'aujourd'hui ». Sous ce thème général se déroule à la Maison pour tous de St-Quentin-en-Yvelines, centre des sept-mares, une série de manifestations ayant pour dénominateur commun l'Islam.

Ainsi jusqu'au 20 février prochain, à la Bibliothèque des sept-mares se tient une exposition qui montre au public les différentes dimensions de l'Islam à travers quelques aperçus sur l'histoire, la religion, la civilisation, l'immigration, etc.

En outre vendredi 10 février, une soirée rencontre-débat avec des écrivains maghrébins d'expression française est prévue au programme. Insertion sociale et professionnelle des jeunes dits de la « deuxième génération », leurs problèmes, et leurs rapports à l'Islam composeront les thèmes de la rencontre.

D'autre part, dimanche 12 février, à 15 h sera projeté dans la grande salle de la M.P.T. le film « La sœur du Prophète ».

**LES ENFANTS DE  
L'IMMIGRATION**

à Beaubourg

Dérangez-vous pour le « dérangé »

★ Il y aura certainement beaucoup de monde vendredi prochain, à Beaubourg, pour assister au spectacle donné par le Théâtre des épines, dans le cadre des manifestations « des enfants de l'immigration ».

Au programme : « El-Metarouache » (le dérangé), une pièce écrite et mise en scène par Madjid Madouche, et interprétée par la troupe de jeunes comédiens émigrés de Besançon.

La pièce qui déjà reçu un bon accueil à Besançon est une sorte de chronique sociale qui met en exergue la condition de la femme.

A travers l'histoire d'un couple, Ali et Mina, Madouche promène un regard sans complaisance, sur la famille, la société, l'immigration.

« Le Dérangé »  
Vendredi 10 février à Beaubourg



**CENTRE CULTUREL ALGERIEN**

171, rue de la Croix-Nivert - 75015 PARIS  
Métro : Boucicaut

Dans le cadre des activités de sa Cinémathèque le Centre Culturel Algérien présente :

- ★ « La Zerda et les Chants de l'oubli » de Assia Djébar
  - Mercredi 8 février 1984 à 16 heures
  - Samedi 11 février 1984 à 16 heures
  - Dimanche 12 février 1984 à 16 heures
- ★ « La Noce » par le Nouveau Théâtre de Tunis
  - Mercredi 15 février 1984 à 16 heures
  - Samedi 18 février 1984 à 16 heures
  - Dimanche 19 février 1984 à 16 heures
- ★ « Le Troupeau » de Yilmaz Güney
  - Mercredi 22 février 1984 à 16 heures
  - Samedi 25 février 1984 à 16 heures
  - Dimanche 26 février 1984 à 16 heures
- ★ « Le Retour de l'Enfant Prodigue » de Youcef Chahine
  - Mercredi 29 février 1984 à 16 heures
  - Samedi 3 mars 1984 à 16 heures
  - Dimanche 4 mars 1984 à 16 heures

Les séances du mercredi après-midi sont exclusivement réservées aux groupes scolaires.

Réervations au :  
CENTRE CULTUREL ALGERIEN  
171, rue de la Croix-Nivert - 75015 PARIS  
Téléphone : 554.95.31

1954-1984 : 30<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la lutte armée

**Concours pour la réalisation des  
décorations de l'ordre du mérite et  
des médailles des moudjahidine**

Dans le cadre de la commémoration du 30<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954, un concours national primé ouvert est lancé en vue de la conception et la réalisation des modèles d'insignes des grades et dignités de l'Ordre du Mérite National ainsi que les modèles de médailles des moudjahidine.

Il est rappelé que les lois portant institution de l'Ordre du Mérite National et création de médailles de moudjahidine, qui ont été adoptées par l'Assemblée Populaire Nationale, prévoient que :

**1) ORDRE DU MERITE NATIONAL :**

— l'Ordre du Mérite National est décerné pour récompenser les services éminents rendus au pays dans une fonction civile, publique ou militaire et les services exceptionnels rendus à la Révolution. Il est également décerné pour récompenser les mérites des citoyens qui, par leur talent créateur, ont contribué à rehausser le prestige du pays.

L'Ordre du Mérite National comprend :

- trois dignités : Sadr'Amid et Athir
- trois grades : Ahid — Djadir et 'Achir.

L'Ordre du Mérite National est la plus haute distinction nationale.

Le Président de la République est de plein droit Sadr de l'Ordre du Mérite National.

**2) MEDAILLES DES MOUDJAHIDINE :**

Les médailles de moudjahidine prévues sont les suivantes :

- La Médaille du Martyr de la guerre de libération nationale
- La médaille du Grand Blessé, Mutilé de Guerre
- La Médaille de l'Armée de Libération Nationale
- La Médaille du Résistant

Le concours est ouvert à l'ensemble des artistes, peintres, graveurs, dessinateurs, ciseleurs et sculpteurs ainsi qu'aux professeurs et élèves des écoles des beaux-arts.

Les dossiers comprenant le règlement du concours ainsi que les planches sur lesquelles les concurrents devront obligatoirement travailler, sont à retirer, auprès du ministère des Moudjahidine ou des sous-directions de moudjahidine des différentes wilayas.

Le concours est ouvert du 21 Janvier au 31 Mars 1984.

Les artistes peintres, miniaturistes, graveurs et ciseleurs algériens, résidant en France et en Europe, sont priés de déposer leurs dossiers, et éventuellement leurs travaux, au centre culturel algérien, service « concours 30<sup>e</sup> anniversaire », 171, rue de la Croix Nivert — 75015 Paris.

## ORAN

### « Ya bled Sidi El Houari... »



Santa Cruz

**Oran. Ouahran. La métropole de l'Ouest algérien a été chantée par les poètes ; mais si son « eau est salée, elle est douce au visiteur » veut le dicton populaire. Car c'est la ville des deux patrons : Sidi El Houari et Sidi Abdelkader El Jilani.**

★ Tous les voyageurs des car-ferries vous le confirmeront. Vue de la mer, la ville d'Oran avec ses immeubles s'étagant sur tout le long du Front de mer « ressemble à un petit New York ». Galéegade de Méditerranéen, bien entendu ; mais il n'empêche que le site d'Oran est d'un grandiose qui fait l'unanimité.

A droite, fuyant vers l'Ouest en direction de Mers El Kébir, les contreforts du Murdjadjo dardent vers le ciel les murailles crénelées du fort Santa Cruz.

Tout là-haut, la basilique est surplombée d'une Vierge qui regarde le vieux port, accrochant son regard jusqu'à la Montagne des lions, à l'Est, qui culmine à 611 mètres. La toponymie est due à ce qu'à l'orée du siècle passé, on y a tiré les derniers spécimens du lion d'Afrique du Nord.

A en croire les chroniques, ce fauve pullulait dans le pays. À ce propos, Léon Roches, qui a vécu en Algérie au siècle dernier (1834), nous raconte, dans ses « dix ans à travers l'Islam », ce qu'était la chasse au lion dans la région de Milianah ; sport dont les habitants du cru étaient, paraît-il fort friands.

« Les fantassins armés, raconte Léon Roches, formèrent en même temps un cercle plus étroit, parallèle à celui des cavaliers. J'étais placé au centre à côté de Sidi Lantseri. Nous pûmes apercevoir distinctement le lion qui se dérobait entre les maquis. Le cercle se resserrait. Deux ou trois coups de feu retentirent, nous vîmes alors le noble animal s'élancer en quelques bonds sur une large clairière, se coucher à plat ventre, appuyer son énorme tête sur ses deux pattes de devant et se frapper les flancs de sa queue avec une telle

force, que nous entendions résonner des coups ».

Datant de 1833, un autre témoignage sur la présence du lion en Algérie, nous est fourni par le capitaine du génie au corps royal d'état major, M.-P. Rozet, dont le récit mélange si bien le « pittoresque » au naïf flagrant que cela mérite d'être rapporté.

#### LIONS ET « TIGRES »

M. Rozet écrit : « Les habituels ne font pas, ou peu, la chasse aux chacals, parce qu'ils ne leur causent aucun tort, et que leur peau n'est pas très estimée ; mais ils chassent beaucoup le lion et le tigre, dont ils vendent la peau à des prix très élevés : ce sont les habitants des montagnes de l'Atlas, où vivent, au milieu des forêts, ces terribles animaux, qui s'adonnent le plus à

cette chasse. Ils ont une méthode pour prendre les lionceaux qui suppose autant d'habileté que de sang-froid.

Dans la saison où les lionnes mettent bas, ceux qui cherchent les lionceaux découvrent facilement, par les empreintes laissées sur le sable ou l'argile, les endroits où les lions ont leurs petits. Ils savent, par expérience, que l'un reste toujours auprès d'eux, pendant que l'autre va chercher la nourriture. Quand la mère est de garde, elle ne ferme jamais les yeux et se tient prête à dévorer les animaux et les hommes qui oseraient s'approcher de ses chers nourrissons ; mais le père n'est pas si vigilant, à peine s'est-il couché près de ses enfants, qu'il s'endort d'un profond sommeil. Le Berbère qui a découvert les lionceaux, observe les promenades du père et de la mère, jusqu'à ce qu'il se soit bien assuré des heures de garde de chacun. Alors, profi-

tant de l'absence de la lionne, il monte à cheval et va aussi près du nid qu'il est possible ; il descend pieds nus, court aux lionceaux, en saisit deux sans éveiller le père, retourne à son cheval encore plus vite qu'il n'était venu, monte dessus et se sauve au galop, emportant sa capture. Il arrive quelquefois cependant que le lion, éveillé par les cris de ses petits, dévore le cavalier et son cheval. » Tel

Tel que ! Et dire que toute cette digression n'était nécessaire que pour évoquer la Montagne des Lions. Mais revenons à Oran.

#### CROUTES SALINES

Au Sud, la Sebkhah s'étale sur plus de 30 000 ha, s'étirant, sur quelque 40 km dans la direction Est-Ouest. Ces croûtes salines qui miroitent sous le feu céleste, quel voyageur aérien ne les a pas vues, quand l'avion s'apprête à se poser sur l'aéroport d'Oran. C'est le signe le plus « visuel » de l'escale oranaise : « ça y'est, nous arrivons à Oran. »

Oran. Ouahrane ou Wahran, pour la toponymie arabe. Mais d'où vient cette appellation ? Beaucoup se perdent en conjectures, cherchant dans le sol la solution au problème posé.

Cependant en dépit de la richesse archéologique de son sous-sol, (il suffit pour s'en convaincre de signaler les multiples vestiges néolithiques exhumés dans la région allant des silex gravés jusqu'aux pendiloques), aucune découverte déterminante antique n'a été observée jusqu'à ce jour. Seules quelques poteries et quelques statuettes d'animaux (dont le fameux mouton exposé au musée de la ville) indiquent aux initiés que les Carthaginois sont passés par-là.



Photos L.A.

Le Boulevard Front de Mer avec, au fond, le Murdjadjo

## Football

SEIZIEMES DE FINALE DE LA COUPE D'ALGERIE

### Cinq équipes de division I éliminées

Les seizième de finale de la coupe d'Algérie de football n'ont pas porté chance aux équipes de première division. Cinq d'entre elles ont été éliminées par des formations de deuxième division. Cinq sur les treize qui évoluaient ce jour-là (trois matches ont été renvoyés à cause du mauvais temps) : le déchet est important.

Ces cinq éliminés sont l'USM Harrach qui, en championnat, talonne les deux leaders, l'ASC Oran, finaliste de cette épreuve, l'an dernier, la JS Bordj Menaïel, Chlef SO et le MA Hussein-Dey. Si pour les trois dernières associations

le résultat était quelque peu prévisible dans la mesure où elles étaient opposées à des formations comme le WM Tlemcen, la JCM Tiaret et la JHD Alger, de sérieux prétendants à l'accession, l'élimination des Harrachis et Oranais a, en revanche, constitué une grosse surprise. El Harrach a été écarté par le CSU Oran - un club universitaire consacré cette année à la faveur d'une décision du conseil des ministres relative à l'institution du sport de compétition au sein des grandes universités. Quant au onze oranais, il a été battu par l'IRB Sétif, une équipe qui occupe la

Résultats des rencontres comptant pour les seizième de finale de la coupe d'Algérie senior disputées le vendredi 3 février.

CM Belcourt 2 - NR Blida 0  
RIDJ Alger 0 - MP Alger 1  
JSM Ain Beida 1 - GCR Mascara 1  
(Mascara qualifié aux pénalités)  
ASC Oran 1 - IRB Sétif 2  
JHD Alger 3 - JS Bordj Menaïel 0  
IR Saha 1 - RS Kouba 1 (Kouba qualifié)  
CRB Oued Zenati 0 - EP Sétif 3  
CSU Oran 0 - USM Harrach 0 (Oran qualifié)

Nadit Oran 0 - JE Tizi-Ouzou 4  
WM Tlemcen 4 - MA Hussein-Dey 2 (après prolongation)  
IRB Relizane 0 - MP Oran 0 (Oran qualifié)  
JCM Tiaret 2 - Chlef SO 1  
IR Tidjara 0 - ESM Bel Abbès 2  
AS Constantine - ESM Guelma (renvoyé)  
CM Constantine - WKF Collo (renvoyé)  
JSM Tebessa - WO Boufarik (renvoyé)

### Une interview de Khalef à « Révolution Africaine »

Notre confrère « Révolution Africaine » daté du 20 au 26 janvier a publié une très intéressante interview de Mahieddine Khalef, l'entraîneur de l'équipe nationale de football.

Khalef, qui vient de reprendre en main le sort de cette sélection nationale qu'il avait brillamment menée à la phase finale de la Coupe du monde, en 1982, en Espagne, explique tout d'abord les raisons qui l'ont poussé à reprendre du service : « Après la démission officielle de Hamid Zouba, il fallait quand même que quelqu'un accepte de prendre en main les destinées de cette E.N. Après des appels réitérés, j'ai, en fin de compte, répondu par l'affirmative, à la demande du ministre de la Jeunesse et des Sports. C'est, d'ailleurs, lui-même qui a procédé à mon installation officielle ».

Quant à la nature et à la durée de sa mission, il a déclaré qu'il s'agissait pour lui, dans un premier temps, de préparer l'E.N. pour le match retour Egypte-Algérie (éliminatoires des jeux Olympiques) et la Coupe d'Afrique des Nations. Et, ce, avec une sélection de vingt joueurs où figureront tous ceux qui apparaissent aptes à porter le maillot national. Aussi bien des « anciens » que des « bleus » comme Bouiche de la J.E.T., Bouras de l'I.S.M.A.B. ou Aliouane de la J.H.D.

Car, en même temps qu'il a l'œil fixé sur le match retour Egypte-Algérie, Khalef pense à l'avenir : « Il ne faut pas attendre le vieillissement de l'effectif pour penser à la relève. C'est pour cette raison qu'il faut, à chaque fois, injecter un sang neuf ».

La préparation de l'E.N. est très stricte. Un stage de trois jours par semaine, et, cela, jusqu'au 14 février, jour du départ pour le Caire. A quoi, il faut ajouter les matches internationaux amicaux, notamment contre l'équipe olympique d'URSS, le 7 février.



IRBS-ASCO : Guemri, le capitaine chimiste (à gauche), aux prises avec deux Sétifiens. Toute la différence d'une seconde mi-temps où la volonté de l'IRBS se caractérise par cette image d'une présence supérieure.

dernière place dans le championnat de deuxième division.

Trois autres formations ont échappé de justesse à une élimination prématurée. Il s'agit du RS Kouba, du GCR Mascara et du MP Oran qui ont été tenus en échec par leurs adversaires respectifs, l'I.R. Saha, un divisionnaire de l'inter-wilaya, l'ISM Ain Béida et l'IRB Relizane. Elles n'ont arraché leur billet pour les huitièmes de finale que grâce aux tirs de pénalités.

Le tenant de la coupe d'Algérie, le MP Alger, a lui aussi tremblé devant le club universitaire d'Alger, le RIDJA. Les hommes de l'entraîneur Kermali ont passé ce tour grâce à une petite victoire de 1 but à 0.

De son côté, le champion d'Algérie sortant, la JE Tizi-Ouzou, n'a pas fait de détail (4-0) à Tlemcen devant le NADIT Oran, un club de l'inter-wilaya, tout

comme l'EP Sétif, détenteur du record du nombre de victoires dans cette compétition (5). Les Sétifiens ont, en effet, « sorti » facilement la modeste CRB Ouled Zenati sur le score de 3 buts à zéro.

Le NR Blida qui, l'an dernier, a fait sensation dans cette épreuve, a été éliminé difficilement par le CM Belcourt.

### Championnat d'Algérie

### Mise à jour du calendrier

Le WKF Collo se retrouve seul « lanterne rouge » à l'issue de la victoire de l'ESM Guelma sur la JS Bordj-Menaïel (2-0), le 30 janvier à Guelma, en match de retard.

Avec ce succès, la formation de Sérédi occupe l'avant-dernière place avec 36 points, alors que Collo n'en totalise que 35.

De son côté, l'EP Sétif, net vainqueur du Widad de Boufarik par 3 buts à 0, passe de la neuvième à la cinquième position. Après cette mise à jour, le classement s'établit comme suit :

1. JE Tizi-Ouzou	45 points
— GCR Mascara	45 points
3. USM El-Harrach	43 points
4. MP Alger	42 points
5. CSO Chlef	41 points
— ESM Bel-Abbès	41 points
— EP Sétif	41 points
— RS Kouba	41 points
9. CM Belcourt	39 points
— WO Boufarik	39 points
11. MP Oran	38 points
— ASC Oran	38 points
— JS Bordj-Menaïel	38 points
14. MA Hussein-Dey	37 points
15. ESM Guelma	36 points
16. WKF Collo	35 points

\* L'équipe nationale égyptienne de football a battu, le 3 février, au Caire, son homologue de la République démocratique allemande par 2 buts à 1 (1-0), au cours d'un match international amical entrant dans le cadre de la préparation pour le match retour Egypte-Algérie de qualification pour les jeux olympiques.

### Algérie : 2 - Karl-Zeiss : 1 En match international amical

L'équipe nationale algérienne de football a battu, le 31 janvier, au stade du 5 juillet à Alger, Karl-Zeiss-Iéna, club de division une, de la République Démocratique Allemande, par deux buts à un, au cours d'une rencontre internationale amicale.

La rencontre, moyenne dans l'ensemble, a été marquée par une légère domination des Algériens qui, en dépit de l'absence de plusieurs titulaires (Fergani, Merezkane, Kouici et Bencheikh), ont réussi à se créer de nombreuses occasions.

Les buts ont été marqués par Waiser (contre son camp) à la 26', et Belloumi à la 52', pour l'Algérie, et Trocha (8') pour Karl-Zeiss-Iéna. A signaler qu'une autre rencontre préparatoire doit opposer le onze algérien à la Roumanie, le 7 février à Alger, en prévision du match du Caire comptant pour les éliminatoires de Los-Angeles, fixé au 17 février.